

Pierre Joye
Jacques Moins
Jean Terfve

LE CONGRÈS
DOCTRINAL
DU P.S.B.

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série N° 8 (27)
5^{me} année - Octobre 1974 - 40 F

Sommaire

Pierre Joye Le congrès doctrinal du P.S.B.	p. 1
Jacques Moins Socialisme et régions	p. 11
Jean Terfve Le P.S.B. et la politique étrangère	p. 13
Santé et politique : leçons du Chili	p. 23
Jean Lavachery Les trois pédagogies	p. 25
Louise Gotovitch Et cette « non-directivité » ?	p. 35
Lire des livres	p. 42
Revue des revues	p. 45

Un dessin de Roger Somville

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Jean-Paul Vankeerberghen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Le congrès doctrinal du Parti socialiste belge

Le Congrès doctrinal du Parti socialiste belge est convoqué pour les 16 et 17 novembre. Il va donc enfin se tenir et cela constitue déjà un petit événement car voilà près de quatre ans qu'il est annoncé.

C'est en effet au Congrès des 23-24 janvier 1971 que fut décidée « l'organisation d'un congrès extraordinaire qui définira les grandes options sur le socialisme démocratique devant les problèmes de notre temps ». Deux mois plus tard, Edmond Leburton, qui venait d'accéder à la coprésidence du parti, annonça que ce congrès doctrinal aurait lieu au mois de juin de la même année ou, au plus tard, en octobre. Les péripéties de la politique quotidienne voulurent qu'il en fût autrement. Les élections de novembre 1971 entraînèrent une première remise. De nouveaux délais furent fixés puis abandonnés. Bref, c'est seulement au printemps 1973 qu'une date précise fut adoptée : le congrès doctrinal se tiendrait en avril 1974. Mais la chute du gouvernement Leburton et les élections du 10 mars entraînèrent une nouvelle remise et obligèrent de le reporter au mois de novembre.

Qu'il ait fallu tellement de temps pour organiser un congrès doctrinal n'a toutefois qu'un intérêt épisodique. Ce qui est beaucoup plus intéressant, c'est que le parti socialiste consacre un congrès à redéfinir ses principes, les buts qu'il se fixe et les moyens par lesquels il entend les atteindre.

Sans doute le parti socialiste a-t-il été amené à plusieurs reprises à adapter son programme aux transformations survenues dans

le monde et dans notre pays ainsi que dans le mouvement ouvrier et dans les structures du capitalisme depuis que le *Congrès de Quaregnon* du 24 mars 1894 adopta la *Déclaration de principes* qui est restée jusqu'à ce jour sa charte doctrinale.

Au lendemain de la première guerre mondiale, le Parti Ouvrier Belge adopta un « programme d'application immédiate » qui précisait ses objectifs en tenant compte des résultats déjà acquis par le mouvement ouvrier mais il décida toutefois de maintenir telle quelle la *Déclaration de principes* qui se trouvait en tête du programme de Quaregnon. Le « Congrès de la victoire » tenu en juin 1945, qui vit le P.O.B. changer de nom pour devenir le Parti socialiste belge, réaffirma pareillement « sa fidélité à la doctrine socialiste telle qu'elle avait été définie dans la *Déclaration de Quaregnon* ».

Par la suite, le P.S.B. précisa ses objectifs à plusieurs reprises, notamment dans le programme d'action adopté lors de son Congrès extraordinaire des 19-20 septembre 1959. Mais pour le reste, il continua à se réclamer de la *Déclaration de Quaregnon*.

LA PREPARATION DU CONGRES

La préparation du Congrès doctrinal a connu plusieurs étapes. Elle démarra en mai 1972 quand la direction du P.S.B. transmit à ses fédérations une brochure de dix-huit pages contenant des « thèmes à soumettre à la discussion en vue de la rédaction d'un rapport. Ce document préparatoire était assez étonnant. Elaboré en vue d'un congrès doctrinal, il se refusait à dessein d'aborder de front les problèmes de doctrine. Proposant des « thèmes de réflexion », il se présentait sous forme de questionnaire comportant plusieurs chapitres (l'action politique, la politique économique, la politique sociale, etc.). Chacun de ces thèmes était envisagé sous différents aspects en posant une série de questions auxquelles les participants aux réunions organisées dans ce but étaient invités à répondre afin que le Conseil général du P.S.B. puisse tenir compte des opinions émises pour préparer le rapport au congrès.

La façon dont les questions étaient posées portait à croire qu'il ne s'agissait pas tant d'amener les militants à se prononcer sur les grandes options à prendre que de procéder à une espèce de sondage Gallup destiné à déterminer la position susceptible d'apporter le plus de suffrages aux listes socialistes.

Le caractère étroitement électoral de ce document-questionnaire déçut profondément ceux des militants socialistes qui attendaient tout autre chose d'un congrès doctrinal. Devant les résistances suscitées par ce pré-document, les « thèmes de réflexion » furent expédiés aux oubliettes et un nouveau document fut soumis au Conseil général du P.S.B. le 30 juin 1973 : un « canevas pour un message doctrinal » qui fut ensuite publié dans la presse socialiste.

A l'occasion d'un week-end de formation organisé en octobre 1973 pour les rapporteurs aux assemblées de base, le secrétariat national édita un *dossier préparatoire*, « synthèse destinée aux militants désireux de participer activement à la deuxième phase de la préparation du congrès doctrinal ». Ce dossier, une grosse brochure de 160 pages, réunit une série de documents : le « canevas pour un message doctrinal », divers rapports présentés par certaines fédé-

rations et par l'Institut Emile Vandervelde ainsi qu'une demi-douzaine de « textes fondamentaux » dont la lecture, souligne l'introduction, « permettra à chacun de prendre conscience de la richesse d'inspiration du socialisme belge, de sa multiplicité aussi ». En l'espèce, il s'agit effectivement de textes d'inspiration et d'esprit fort divers : la *Déclaration de principes* de Quaregnon, les *Thèses de Pontigny* d'Henry de Man, les résolutions du Congrès de 1959 du P.S.B., le *Programme gouvernemental* adopté par le parti social-démocrate allemand à Bad-Godesberg en 1969, les résolutions du Congrès extraordinaire de la F.G.T.B. de janvier 1971, le *Programme commun de gouvernement* établi par les partis socialiste et communiste français en 1972.

Le Bureau du parti socialiste constitua par ailleurs dix *commissions de travail* chargées d'examiner les principaux problèmes : finances, économie, culture, pouvoir politique, problèmes juridiques, problèmes sociaux, fiscalité, qualité de la vie, éducation et enseignement, politique étrangère.

Les textes rédigés par ces commissions à l'issue de leurs travaux furent réunis dans une nouvelle brochure comme « annexes techniques » destinées à expliquer le « Message doctrinal », un texte d'une dizaine de pages intitulé *Le socialisme d'aujourd'hui* qui sera proposé au congrès.

LA GENESE D'UN CONGRES

Si la préparation du Congrès doctrinal s'est faite en plusieurs phases, les buts assignés à ce congrès se sont quelque peu modifiés au cours des années. En partie par suite de l'évolution de la situation politique générale mais aussi à cause des réactions en sens divers que la perspective d'un congrès doctrinal suscita dans le parti socialiste au cours de ces différentes étapes.

Pour mesurer la portée de ces réactions, il faut rappeler comment le projet de tenir un congrès doctrinal est né au sein d'un parti socialiste qui ne s'est jamais préoccupé outre mesure de problèmes de doctrine.

L'initiative ne provient pas des tenants du réformisme traditionnel.

Sans doute la *Charte de Quaregnon* préconise-t-elle « la suppression des classes et une transformation radicale de la société actuelle » en même temps qu'elle réclame « l'appropriation collective des instruments de travail ». Mais cela ne gênait pas outre mesure le réformisme classique. Si celui-ci conduisait à l'opportunisme en pratique, il n'en continuait pas moins à affirmer la nécessité de supprimer la propriété et la gestion privées des grands moyens de production et pouvait donc s'accommoder d'une *Déclaration de principes* qu'un de ses porte-parole les plus typiques, Achille Van Acker, qualifiait à l'occasion de « précieuse relique qui devait être traitée comme telle ».

Le réformisme traditionnel ne répond toutefois plus aux besoins du capitalisme contemporain. L'énormité des moyens mis en œuvre par les techniques modernes exige que les entreprises puissent programmer leurs activités longtemps à l'avance, calculer à long terme quels seront leurs approvisionnements, leurs débouchés et leurs

prix de revient, y compris la part qu'en représenteront les salaires qu'elles devront payer. Le bon fonctionnement du néocapitalisme exige par conséquent l'intégration du mouvement ouvrier dans les mécanismes du système.

Les tentatives d'intégrer le mouvement ouvrier dans le fonctionnement du système néocapitaliste ne datent pas d'aujourd'hui. Henri de Man fit à cet égard figure de précurseur car nombre d'idées de l'auteur d'*Au-delà du marxisme* annoncent déjà les thèses développées depuis une quinzaine d'années au nom de ce que ses tenants appellent le « socialisme moderne ». Le discrédit que son attitude au début de l'occupation valut à Henri de Man rejaillit un moment sur ses idées mais par la suite, la même tendance en faveur d'une « adaptation » du socialisme aux exigences du néocapitalisme s'est de nouveau affirmée aussi bien chez nous que dans les pays voisins.

L'OFFENSIVE DES « NEOS »

Le parti social-démocrate allemand fut le premier à s'engager ouvertement dans cette voie. Affirmant sa volonté d'être un « parti du peuple », un *Jedermannpartei* (parti de tous), il adopta, lors de son congrès de Bad-Godesberg de novembre 1959, un programme qui abandonne toute référence à la lutte de classes et à la nécessité de transformer radicalement les structures de la société et s'assigne seulement pour but de « réaliser une véritable démocratie économique et sociale » dans laquelle le « facteur capital » et le « facteur travail » auront le même poids, les ouvriers et les capitalistes les mêmes droits.

La direction du parti social-démocrate allemand entend persévérer dans cette voie. Son président, Willy Brandt, l'a réaffirmé lors du dernier congrès du parti (avril 1974) en menaçant d'exclusion les *Jusos* (Jeunes Socialistes) qui n'acceptent pas cet abandon des perspectives socialistes : « *Le S.P.D. ne laissera pas développer en son sein des conceptions de lutte des classes appartenant au siècle dernier. Il est nécessaire de se séparer de ceux qui ont abandonné les principes de Bad-Godesberg et qui pratiquent l'unité d'action avec les communistes* ».

En Belgique, ce courant se manifesta avec un certain retard, après les élections de mai 1965 qui virent le P.S.B. perdre vingt sièges à la Chambre et près du quart de ses électeurs. C'est Henri Simonet qui l'exprima de la façon la plus spectaculaire au cours d'une conférence faite à Forest (19 septembre 1966) où il déclara qu'il fallait puiser dans cet échec électoral « *les éléments propres à reviser notre doctrine et nos méthodes d'action* » et « *accepter le dialogue avec le néocapitalisme à l'intérieur du régime* ».

Exposées trop brutalement, les propositions d'abandonner les principes fondamentaux du programme socialiste furent mal accueillies au sein du P.S.B. Léo Collard entama dans la presse socialiste un long « *dialogue des réformateurs* » dans lequel il s'appliqua à réfuter les opinions exprimées par Simonet. Comprenant que son initiative était prématurée, celui-ci rectifia le tir.

L'APPEL DE LEO COLLARD

L'affaire en resta là et après l'*Appel* lancé le Premier Mai 1969 par Léo Collard, il put même sembler que le parti socialiste allait peut-être s'engager dans une autre voie. Appelant « *au rassemble-*

ment de tous les progressistes de gauche, sans exclusives ni préalables », le président du P.S.B. précisait sans équivoque que son initiative s'inscrivait dans la ligne d'un socialisme auquel il restait plus fidèle que jamais, d'un socialisme « *qui veut s'attaquer aux fondements mêmes de la structure de la société, subordonner l'intérêt privé des trusts et des monopoles à l'intérêt général de la collectivité* » et aboutir à « *la démocratisation de l'économie qui implique une réorganisation profonde, du sommet à la base* » (1).

Cet appel au rassemblement des progressistes éveilla de grands espoirs au sein du parti socialiste, surtout parmi les jeunes. L'initiative que Léo Collard avait prise à titre personnel fut donc ratifiée à l'unanimité par le Congrès national des 13-14 décembre 1969. Rien ne fut toutefois entrepris ensuite pour concrétiser cette résolution.

LES BUTS DU CONGRES

C'est au congrès des 23-24 janvier 1971, qui vit Léo Collard abandonner la présidence du parti, qu'il fut décidé d'organiser un congrès doctrinal chargé de définir « *les grandes options du socialisme démocratique devant les problèmes de notre temps* ».

Quelques mois plus tôt, Henri Simonet était revenu à la charge en publiant un petit livre qui fut cette fois salué avec éloges par la presse socialiste. Reprochant à certains de ses amis politiques « *d'énoncer encore tous les lieux communs sur la pérennité de la doctrine traditionnelle de lutte des classes et de l'appropriation collective* », il affirmait que « *certain mécanismes du néo-capitalisme ont été des facteurs de progrès* » et proposait d'adopter une attitude positive vis-à-vis de la société industrielle en s'associant aux efforts destinés à « *l'organiser efficacement et à en corriger les aspects négatifs* » (2).

Le P.S.B. allait-il s'engager dans cette voie, officialiser la politique de collaboration de classes et d'intégration dans le régime que ses représentants pratiquent trop souvent quand ils participent au gouvernement ? En d'autres mots, le Congrès doctrinal était-il destiné à être un Bad-Godesberg belge ? Un moment on put le croire.

L'opération n'était toutefois pas sans risques. Le précédent du Congrès extraordinaire de la FGTB donnait à réfléchir : les « *documents de réflexion* » préparatoires, qui exprimaient des idées fort proches de celles de Simonet, avaient suscité de si vives oppositions que le congrès termina ses travaux en rejetant toute formule d'intégration et en mettant l'accent sur la nécessité de développer la lutte pour le contrôle ouvrier.

Le premier document rédigé en vue du Congrès doctrinal — les « *Thèmes à soumettre à la discussion* » de mai 1972 — évita donc délibérément d'aborder les problèmes de doctrine.

Le deuxième document — le « *canon pour un message doctrinal* » de juin 1973 — adopta forcément un autre ton mais ne mit pas fin aux ambiguïtés pour autant. Tout en développant une série

(1) Interview à « *Combat* », 31 juillet 1969 et Rapport au Congrès national du P.S.B. des 13-14 décembre 1969.

(2) Henri Simonet. « *La gauche et la société industrielle* ». Editions Marabout, 1970, pp.24-26.

d'idées qu'approuvent forcément tous les militants conscients de la nécessité de lutter pour le socialisme, il dédouanait en même temps les thèses des partisans d'un « socialisme moderne » dont il représentait également les idées.

LES RAPPORTS DES COMMISSIONS DE TRAVAIL

C'est en partant de ce « canevas doctrinal » que les dix commissions de travail ont élaboré des rapports plus étoffés destinés à servir de support au *Message doctrinal du parti* qui sera proposé au congrès.

Le résultat de leurs labeurs est assez étonnant. Ce qui frappe tout d'abord en lisant ces documents, c'est leur diversité — de ton, d'optique, de perspectives. Certains contiennent des analyses intéressantes et formulent d'excellentes propositions, d'autres pourraient être approuvés sans retouches par les partisans les plus résolus du régime actuel. Et il arrive aussi souvent d'y trouver exprimées les thèses les plus contradictoires, non seulement d'un rapport à l'autre mais parfois dans le même document, à croire que les rapporteurs de certaines commissions se sont bornés à ajouter aux textes primitifs les amendements de ceux des participants qui en contestaient la validité.

Je n'examinerai évidemment pas en détail chacun de ces rapports, près de 160 pages en tout. Jacques Moins et Jean Terfve analysent plus loin les textes consacrés à deux thèmes importants, le problème des régions et la politique étrangère. Leurs remarques et les critiques qu'ils formulent pourraient s'appliquer à bon nombre d'autres documents élaborés par les commissions de travail.

Un premier exemple du caractère contradictoire de ces rapports : la divergence flagrante des perspectives « européennes » que tracent le document élaboré par la *Commission financière* présidée par Willy Fraeys et celui rédigé par la *Commission fiscale* présidée par Max Frank.

Le premier de ces textes préconise une réforme du système monétaire qui témoigne d'une confiance dans les vertus de « l'unification européenne » digne de M. Jean Rey. Il affirme qu'elle « offre la seule réponse permettant d'éviter les mouvements spéculatifs des capitaux » (p. 19) sans préciser un seul instant de quelle Europe il s'agit, de l'Europe des trusts qui est une réalité ou de l'Europe des travailleurs qu'il sera seulement possible de construire en supprimant les privilèges des puissances d'argent.

Le rapport de la *Commission fiscale* rappelle au contraire — avec infiniment de raison — que « la politique de la C.E.E. dans ce domaine s'est caractérisée jusqu'à présent essentiellement par des mesures en faveur de la grande industrie et du haut commerce... L'instauration de la T.V.A., avec ses effets inflatoires, sans mesures compensatoires en faveur des petits consommateurs, en est une preuve flagrante » (p. 108).

Ce n'est là qu'un exemple. Alors que la *Commission Economie* s'accorde « pour exiger la socialisation des secteurs financier et énergétique dont la maîtrise est d'une importance stratégique » (p.36), la *Commission financière* exprime l'avis qu'il serait « possible de construire, à côté des banques privées, et sans nationalisation, un fort secteur bancaire public qui pourrait, dans une certaine mesure,

faire contrepoids à la puissance économique qui s'est concentrée dans le secteur bancaire et dont la dépendance vis-à-vis duquel se trouve l'Etat est une des nombreuses manifestations » (p. 26).

Cette commission ne se borne du reste pas à cela. Elle propose « *la reconnaissance par la loi du droit du personnel à la participation aux bénéfices sous la forme non pas d'un paiement de revenus, mais d'une cession de capital* » (p. 27), en d'autres mots la création d'un « *actionnariat ouvrier* ». Etant entendu que les actions supplémentaires créées chaque année à cette fin ne seraient pas attribuées directement à leur personnel par leurs entreprises (comme dans le système instauré en France par le pouvoir gaulliste), mais redistribuées aux salariés par l'intermédiaire d'un *Fonds Commun de Placement Public*, comme dans le système de « *capitalisation ouvrière* » mis au point par le parti social-démocrate allemand.

Sans doute s'agit-il de documents de travail, de textes destinés à préparer la discussion et il est donc normal d'y trouver des opinions contradictoires. Comme le souligne la *Commission Economie*, en indiquant pourquoi elle n'a pas réussi à se mettre complètement d'accord sur le statut de l'entreprise, « *c'est tant mieux si cette divergence suscite et nourrit la discussion* ».

Tels quels ces rapports expriment du reste souvent des vues intéressantes et formulent des propositions valables concernant toute une série de questions importantes, le droit, la santé, la condition féminine notamment.

Certaines omissions et certains silences sont toutefois étonnants. Si les rapports élaborés par les commissions de travail formulent beaucoup de propositions, ils s'attachent fort peu aux moyens qui permettront de les réaliser, aux formes des luttes qui devront être engagées dans ce but, aux alliances qui seront nécessaires pour mener ces luttes à bien.

Certains participants semblent du reste perdre de vue que le choix d'une voie démocratique n'implique pas l'abandon de la lutte de classe. La *Commission « Socialisme et culture »* affirme même que la société socialiste « *se réalisera et se perpétuera grâce à un consensus général* » (p. 50), ce qui témoigne de singulières illusions sur l'empressement que les bénéficiaires du régime capitaliste mettront à se déposséder de leur plein gré de leurs privilèges.

On pouvait croire que la *Commission « Socialisme et politique »* attacherait l'importance voulue à la question du pouvoir, des moyens à mettre en œuvre, des alliances à réaliser pour développer la lutte contre le capitalisme. Il n'en est rien. L'idée d'un *rassemblement des progressistes*, approuvée pourtant par plusieurs congrès du P.S.B., n'est même pas évoquée.

En fait, la *Commission fiscale* est la seule à aborder le problème, tout au moins sous un de ses aspects : « *Il n'est point nécessaire d'évoquer le récent drame chilien pour être persuadé qu'une réforme progressiste du système fiscal se heurterait à une opposition irréductible de la part de ceux qui détiennent de facto les leviers de commande de l'Etat... La Commission attire l'attention du Congrès doctrinal de 1974 du P.S.B. sur le fait qu'une réforme fiscale progressiste ne peut être entamée avec un minimum de chances de succès que par un gouvernement de gauche, appuyé par une*

large majorité de la population... C'est donc un choix politique préalable et capital que la Commission demande de prendre au Congrès doctrinal de 1974. Ou bien préparer par toutes les voies légales et démocratiques disponibles, l'avènement d'un gouvernement des gauches jouissant d'un large appui populaire, quitte à renoncer entre-temps à la participation socialiste à un gouvernement de coalition avec les forces de la bourgeoisie, en raison des compromis inévitables qu'elle comporte et qui empêchent le mouvement socialiste de gagner la confiance des grandes masses. Ou bien persévérer dans la politique de collaboration du mouvement socialiste avec les partis bourgeois et, dans ce cas, se contenter d'une mini-réforme fiscale laissant intact l'essentiel des privilèges fiscaux des classes possédantes » (p. 117).

« LE SOCIALISME AUJOURD'HUI »

En dépit des critiques et des réserves qu'ils appellent, les rapports élaborés par les commissions de travail abordent une série de questions importantes. Tels quels, ils pourraient souvent constituer une bonne base de discussion. Leurs dimensions et la technicité de certains chapitres ne permettront toutefois pas de leur assurer une diffusion bien large de sorte que les réunions que les sections du P.S.B. tiendront en vue du Congrès doctrinal se borneront le plus souvent à examiner un projet de *Message doctrinal* intitulé *Le socialisme aujourd'hui*.

En son temps, Engels avait exprimé l'avis que « *le programme d'un parti devait être le plus bref et le plus précis possible* ». Pour la brièveté, cette recommandation est respectée : le *Message* tient sur une dizaine de pages. Pour la précision, il en va autrement : c'est un texte flou et ambigu qui permet les interprétations les plus opposées.

Ceux qui voudront y voir un « tournant à gauche du P.S.B. » trouveront de quoi justifier leur espoir. Non seulement les déclarations généreuses sur la souveraineté du travail et la dignité humaine abondent mais on y trouve d'excellentes prises de position : « *Le parti socialiste refuse de s'intégrer dans une société incapable de fournir aux hommes un cadre économique, politique et culturel où ils puissent s'épanouir complètement... Les socialistes préconisent une transformation totale de la société et veulent remplacer le système capitaliste par un système socialiste* », etc., etc. Et cette fois, la perspective d'« *un Rassemblement des progressistes, qui se constituera dans le respect de l'identité propre à chaque groupe de convictions et de croyances* » n'a pas été oubliée.

Mais en même temps, les partisans d'un « socialisme moderne » et de l'intégration dans le système trouveront également la justification de leurs positions.

Je ne m'arrêterai pas aux broutilles et me bornerai à trois exemples.

Dans le préambule d'abord. On y lit que « *le socialisme démocratique lutte pour une paix basée sur une organisation mondiale harmonieusement conçue, qui élimine les sources de guerre, de crise et de famine par des économies volontairement convergentes, permettant de résoudre les antagonismes entre l'Est et l'Ouest et*

les oppositions entre les pays industriels et les pays en voie de développement ».

Qu'il faille s'efforcer d'empêcher les guerres, consolider la paix et réaliser la coexistence pacifique des pays de régime différent, c'est certain. Mais faut-il taire que ces efforts sont étroitement liés à la lutte qu'il faut mener contre le capitalisme ? N'est-ce donc pas le capitalisme qui « engendre la guerre comme la nuée l'orage » ? N'est-ce pas le capitalisme qui, par ses mécanismes mêmes, provoque les crises économiques ? Dès lors, pourquoi laisser entendre qu'une « organisation internationale » passablement mythique pourrait éliminer les tares du capitalisme ?

Deuxième exemple, pris dans le premier chapitre. On y indique parmi les principes fondamentaux de conception et d'action du parti socialiste, « l'union des citoyens de toute catégorie ». De toute catégorie ? Des exploités ET des exploités ? La lutte des classes serait-elle donc dépassée ?

Dernier exemple, pris dans le dernier chapitre. On y lit que « les fonctions d'initiative économique et d'apport des capitaux supportant réellement les risques d'entreprise appellent une rétribution ». Cela à condition d'« être l'expression d'une volonté de prendre un risque économique, en faisant progresser le processus de production de biens et de services utiles à la collectivité ».

Cette réhabilitation du capitalisme au nom du « risque » qu'assument les investisseurs de capitaux ressort de l'idéologie bourgeoise la plus classique. Et la distinction entre les « bons » capitalistes (les plus énergiques, ceux qui courent des « risques ») et les « mauvais » (les détenteurs « passifs » de titres) répond aux critères d'un néo-capitalisme dominé par les hommes d'affaires et les banquiers du type le plus énergique, chefs de file des grands trusts industriels et financiers. Est-ce ce capitalisme-là qu'on voudrait légitimer dans le Message doctrinal ?

SYNTHESE OU AMALGAME ?

Le fait que des opinions divergentes se soient exprimées au cours de la préparation du congrès, que différentes tendances s'y soient manifestées n'a rien de regrettable, bien au contraire. La confrontation des idées est indispensable au sein d'un parti ouvrier. C'est la première condition pour dégager en connaissance de cause l'orientation qu'il faudra adopter. A condition toutefois que cette discussion aboutisse à des conclusions qui définissent clairement les perspectives tracées démocratiquement par la majorité du mouvement, l'orientation que le parti tout entier y compris ses représentants autorisés devra respecter. Et non à des notions nègre-blanc qui permettent toutes les interprétations et justifient toutes les politiques.

Car il ne faut pas confondre synthèse et amalgame. On ne marie pas l'eau et le feu, on ne combat pas le capitalisme en acceptant de s'y intégrer, il n'est pas possible de se réclamer de la lutte de classe et de la contester, de « concilier » les perspectives de François Mitterrand et celles de Willy Brandt, de préconiser l'union de toutes les forces populaires et de repousser l'unité d'action avec les communistes.

Le Congrès doctrinal précisera-t-il dans quelle voie le parti socialiste entend s'engager ? L'ambiguïté des documents préparatoires et du projet de *Message* doctrinal en fait douter. Tout le monde pourra y trouver son compte, aussi bien ceux qui veulent engager la lutte pour transformer radicalement le régime que ceux qui ont choisi de s'accommoder du système.

Différentes tendances continuent à se manifester au sein du P.S.B. Les partisans de l'intégration dans le système restent nombreux, qu'ils le proclament ouvertement ou se bornent à le montrer en pratique chaque fois qu'ils en ont l'occasion. Des courants qui se fixent de tout autres perspectives se sont toutefois précisés ces derniers mois. Les succès du parti socialiste français n'y ont pas été étrangers et les résultats du scrutin du 10 mars ont contribué à les renforcer : alors que le P.S.B. reculait à l'échelle nationale, il gagna des voix en Wallonie où la campagne électorale menée par André Cools eut un tour plus radical. Et ce n'est pas seulement l'orientation du mouvement qui est en question. Les nostalgiques de la participation qui considèrent l'opposition actuelle comme une période temporaire qui devrait être aussi brève que possible restent nombreux à la direction du parti.

Si le Congrès doctrinal peut marquer une étape importante dans le développement de la lutte pour le socialisme en Belgique, il se peut donc aussi qu'il ne soit qu'une manifestation sans lendemain destinée à vivifier la foi des militants et à populariser l'image de marque du P.S.B. afin de préparer une simple « redistribution des cartes politiques ».

Car il ne suffit pas de reprendre la « rose au poing » de Mitterrand. Il faut aussi définir sans équivoque dans quelle voie le parti socialiste belge entend s'engager.

Socialisme et régions

Il faut bien l'avouer, la partie, fort brève, des documents préparatoires consacrés à cette matière importante nous laisse sur notre faim. On peut s'étonner que le texte de synthèse garde le silence absolu sur ce thème. Quant aux chapitres VI et VII des rapports, ils déçoivent. Le débat nous apportera peut-être des éléments nouveaux à ce sujet.

La réflexion idéologique ne peut s'attacher à régler dans le détail des problèmes qui ont surtout des implications étroitement politiques. Mais, à juste titre nous semble-t-il, les textes soumis à la discussion abordent parfois les questions politiques d'une manière très concrète. Il n'en est cependant pas ainsi quant à l'aspect régional.

En fait le bref passage consacré aux régions reste étroitement juridique, et s'il est très balancé, il ne dégage pas de perspectives claires. Les considérations relatives à la démocratie politique qui suivent n'apportent guère d'éléments nouveaux. Elles ne dépassent pas le plus souvent l'évocation de la démocratie libérale traditionnelle dont l'acquis est bien insuffisant à assurer la libération réelle de l'homme.

Reprenons ces trois observations . — Un texte étroitement juridique nous apprend que « *Dans la pratique, les experts eux-mêmes éprouvent les plus grandes difficultés à définir avec exactitude le fédéralisme ou le régionalisme et par conséquent à préciser les différences entre l'un et l'autre* ». Partant de cette constatation quelque peu désabusée le P.S.B. demande pour les régions « *le droit de choisir elles-mêmes les voies les plus appropriées à leur épanouissement* ». Cette demande peut apparaître dans des formes fort prudentes comme la revendication du « pouvoir aux

régions » mais tout de suite on souligne comment il faut l'entendre : « cette exigence implique la reconnaissance d'une large autonomie administrative ». Qu'on nous l'accorde, c'est un peu court. D'autant plus que les principes d'organisation régionale ne définissent pas la région, ses pouvoirs et ses moyens, appelée à intervenir suivant une formule fort vague « dans tous les domaines où elle estime son action plus efficace que celle de l'Etat ». La seule proposition concrète vise le frein d'ordre juridique mis à la répartition des compétences : « création d'une instance juridictionnelle indépendante désignée paritairement par le pouvoir central et chacun des pouvoirs régionaux pour assurer le respect de la répartition juridique des compétences ». On peut même dire que c'est la seule référence à un pouvoir régional...

— Le savant balancement des formules permet sans doute à chacun, et c'est notre deuxième grief, du fédéraliste à l'unitariste traditionnel d'y trouver ce qu'il souhaite. Certes le « fait régional » est reconnu. Et l'on propose après bien d'autres une décentralisation administrative. Etape pour certains, aboutissement pour d'autres.

— Mais le reproche le plus sérieux est sans doute de ne point indiquer de perspectives claires. Après avoir rappelé la profession de foi des socialistes wallons pour le fédéralisme : « En Wallonie les socialistes réclament la fédéralisation de la Belgique, c'est-à-dire son maintien mais dans des structures qui respectent les entités de base », on se garde de définir les droits des régions, d'indiquer comment celles-ci disposeront de pouvoirs et de moyens réels. Telles sont cependant les exigences actuelles si l'on ne veut voir la droite conservatrice défigurer les réformes politiques nécessaires en diluant les aspirations fédéralistes dans une réforme technique et moderniste de l'Etat central. La dissertation sur le rôle de l'exécutif (central), le couplet libéral sur la séparation des pouvoirs, la défense même du bicaméralisme, tout cela paraît bien s'inscrire dans une optique traditionnelle. Il ne suffit pas de parler du caractère formel de notre démocratie pour aider à dégager les formes nouvelles de vie démocratique (au niveau du quartier, par exemple). Un autre exemple de ce traditionalisme se retrouve dans l'exigence non de la suppression mais de la « rénovation » des provinces, étagée bien inutile dans une constitution véritablement régionale.

En vérité dans le passage consacré aux réformes institutionnelles on ne sent point le souffle nouveau que d'aucuns espéraient. On y trouve davantage l'expression des hésitations de prudents juristes que l'audace nécessaire des choix fédéralistes. Cette timidité peut offrir à la droite un terrain de manœuvre alors qu'il est nécessaire de l'occuper comme nous le soulignons depuis longtemps en liant l'exigence des réformes de structures économiques et des réformes institutionnelles fondamentales. L'idéologie va-t-elle retarder sur la pratique politique ? En effet, incontestablement l'accord F.G.T.B.-P.S.B. antérieur aux élections du 10 mars '74 allait beaucoup plus loin dans cette direction, comme d'ailleurs, les aspects institutionnels du récent programme de la F.G.T.B. de lutte contre l'inflation, sans parler des exigences des socialistes wallons.

Il n'est évidemment pas trop tard pour apporter davantage de clarté et dissiper des équivoques. Nous pensons que le dialogue y gagnera.

Le P.S.B. et la politique étrangère

Il était difficilement pensable qu'à l'occasion de son Congrès doctrinal, le Parti socialiste belge ne soit pas amené à développer et à préciser ses positions en matière de politique internationale.

A L'ARRIERE-PLAN

Il est caractéristique toutefois que dans un nombre important des documents préparatoires au Congrès, le secteur politique étrangère soit demeuré à l'arrière-plan et ait été confiné dans des généralités.

Ainsi, par exemple, le document de septembre 1973 intitulé « Canevas pour un message doctrinal », consacre à peine une page sur quatorze aux questions de politique étrangère. Il se limite à indiquer que le choix politique dans un pays déterminé ne peut se faire sans références aux politiques suivies par les pays voisins, mais aussi et surtout par les grandes puissances, que les principes du socialisme doivent désormais être appliqués à des problèmes de niveau international, que les graves difficultés avec lesquelles sont confrontées les sociétés industrielles ne peuvent être correctement abordées en dehors d'un cadre supra-national et ceci, particulièrement pour les pays d'Europe occidentale. Il note au passage la nécessité de régler les problèmes du Tiers Monde. Il appelle les partis socialistes à se regrouper au sein d'une Internationale vivifiée.

Dans le récent document — juillet 1974 — intitulé « *Le socialisme aujourd'hui* », les notations sont plus brèves encore. Elles se limitent aux passages suivants : « *pour la paix des peuples par la négociation, l'arbitrage des litiges et le désarmement contrôlé* ». Et, dans un autre passage, l'affirmation qu'une véritable communauté européenne, à la fois politique, sociale, économique et monétaire, fournira au socialisme le cadre dans lequel il poursuivra sa tâche.

Le document de masse intitulé « *Le Projet socialiste pour une société progressiste* » est, lui aussi, fort bref.

Il parle de la nécessité de la mise sur pied, dans le cadre de l'unification des pays démocratiques de l'Europe occidentale, d'une Europe des travailleurs, il affirme l'adhésion socialiste au combat pour la paix, la nécessité de contribuer dans toute la mesure du possible au renforcement de la politique de détente entre l'Est et l'Ouest, le refus de voir l'O.T.A.N. servir de couverture ou d'appui à des intérêts coloniaux et à des régimes non démocratiques, la volonté de s'engager dans une voie nouvelle en matière de coopération au développement.

UN CHAPITRE COMPLET

Ce n'est en fin de compte que dans le copieux document de 160 pages intitulé « *Congrès doctrinal PSB 1974* » que l'on trouve un chapitre complet de politique étrangère exposant à la fois les principes, les options de base et les divers aspects concrets de la politique internationale.

Nous insistons sur ce décalage parce qu'il nous paraît être non le résultat d'une sous-estimation des problèmes internationaux, mais celui d'un embarras certain devant la façon de les aborder. Nous trouvons le reflet de cette difficulté dans le texte même de l'introduction à la politique étrangère.

Il s'exprime en ces termes :

1. La difficulté de concilier une vision globale et à long terme découlant de l'idéal socialiste avec les nécessités et les contraintes de l'action politique à court terme est particulièrement évidente en matière de politique étrangère.

La formulation, au nom d'un Parti socialiste et démocratique, d'une politique étrangère conforme à sa conception de transformation de la société capitaliste se heurte, en effet, à une alternative :

a) La définition d'un certain nombre de principes généraux qui s'insèrent parfaitement dans la doctrine socialiste, mais dont le caractère de généralité est tel que la plupart des partis ou mouvements d'idées pourraient s'en prévaloir.

Ainsi, par exemple, la politique étrangère préconisée par le mouvement socialiste qui mettrait l'accent sur sa volonté de paix, de collaboration entre les nations, de prospérité mondiale ne présenterait aucun caractère spécifique par rapport à la politique étrangère de formations politiques conservatrices.

b) Renoncer aux déclarations de principe en présentant un programme dont les éléments essentiels sont fournis par les rapports de forces existant entre les états et entre les alliances et tenter, au jour le jour, de ne pas mettre en péril l'un ou l'autre des principes fondamentaux du mouvement socialiste, moins d'ailleurs pour des raisons de doctrine que pour des raisons d'opportunité politique.

Le Parti socialiste veut sortir de ce dilemme.

Cette idée a d'ailleurs été développée davantage dans un long article publié dans le « *Peuple* » des 11 et 12 juillet 1974 sous la signature de Henri Simonet.

Il écrit : « *En fait, la politique étrangère d'un pays comme le nôtre s'exerce dans un cadre relativement étroit. Il importe en tout premier*

lieu de connaître très précisément nos limites d'action. Il ne sert à rien de se voiler la face dans des motions simplificatrices en faisant fi des possibilités d'application réelles. »

Il ajoute : « *La politique internationale est construite sur la base des rapports de force et d'un certain nombre de symboles dont le rôle est particulièrement présent en matière de politique étrangère où les apparences et les signes revêtent une grande importance. »*

« *Comprendre ces éléments ne signifie cependant pas les admettre ou les considérer comme immuables » — Une politique étrangère visera précisément à l'aménagement de ce rapport des forces. Mais elle le considérera comme point de départ et admettra qu'en cette matière les occasions d'actions de masse sont très réduites. Sans nier l'existence des classes sociales aux intérêts communs au sein de chacun des pays, il n'est pas réaliste d'en faire à l'heure actuelle l'élément moteur de l'évolution des relations entre nations. »*

Il indique comme autre cause de limitation à une politique étrangère progressiste, le peu d'influence qu'exerce à l'heure présente l'Europe occidentale sur l'arène internationale et la Belgique au sein de l'Europe.

Et il ajoute en conclusion : « *en supposant même qu'un parti socialiste soit seul au pouvoir, il doit prendre en compte non seulement ses objectifs propres, mais aussi les politiques menées par les autres Etats, amis ou non. »*

JEU D'ECHECS ?

Ces explications fournies pour justifier les difficultés de la détermination d'une politique étrangère correcte entraînent nécessairement certaines remarques.

Nous pensons tout d'abord qu'à l'occasion d'un Congrès doctrinal, il n'est pas inutile de formuler très clairement les principes généraux qui constituent à la fois la perspective et la justification du système que l'on propose. C'est vrai même s'il y a recoupement avec les principes avancés par d'autres partis ou mouvements d'idées. Une formulation principielle claire aide d'ailleurs à voir les points de convergence possibles entre des formations diverses et à dégager plus aisément les bases d'éventuelles alliances.

Pour le surplus, avant d'aborder toutes les préoccupations tactiques qui peuvent s'avérer nécessaires, il faut déterminer clairement où l'on veut aller, quels sont les objectifs que l'on se propose, la tactique intervenant ensuite en fonction de la réalisation des objectifs.

D'autre part, la simple reconnaissance des rapports de force existant et l'établissement, au jour le jour, d'une politique étrangère tenant compte des situations de fait, conduit à un opportunisme sans consistance et sans perspectives.

Cela revient souvent à s'incliner devant les forces de l'adversaire et à renoncer à une politique novatrice sous le prétexte que les circonstances ne le permettent pas.

Le problème est, au contraire, de bien apprécier, compte tenu d'une analyse lucide des réalités, quelles sont les possibilités d'agir pour modifier, même partiellement, une situation existante et créer les conditions de la réalisation de ses objectifs.

L'accent doit être mis non sur la reconnaissance passive des faits mais sur la recherche des moyens de les infléchir.

Sans doute Simonet dit-il : « *comprendre les éléments ne signifie cependant pas les admettre ou les considérer comme immuables* », mais très restrictivement il ajoute aussitôt : « *mais en cette matière les occasions d'action de masse sont très réduites* » .

Nous retrouvons ici les conceptions aristocratiques, technocratiques de la politique.

Sans doute lorsque les problèmes de politique étrangère restent confinés dans les chancelleries ou dans des organismes politiques étroits, ont-ils tendance à se cristalliser et à se transformer en pièces d'un jeu d'échecs pour professionnels initiés.

MOBILISER LES MASSES

Une des tâches d'une politique progressiste consiste précisément à les désacraliser et à les poser en pleine clarté devant l'opinion publique, c'est-à-dire devant les masses afin que celles-ci puissent jouer leur rôle en connaissance de cause.

Sans doute l'intervention des masses n'est-elle pas le seul élément déterminant, il existe d'autres facteurs d'une importance considérable, mais en fin de compte, une orientation politique ne peut s'imposer d'une façon durable que si elle peut s'appuyer sur un large soutien de masse.

Croit-on que la fin du conflit armé vietnamien, par exemple, se serait produite s'il n'y avait eu poussée de masse à l'échelon mondial, et plus spécialement aux USA ? Croit-on que la démarche lente et difficile vers la détente se développerait s'il n'y avait, sous-jacent, un profond courant de masse pour la réclamer ?

Nous pensons qu'au lieu de s'incliner devant un impact de masse réduit, les protagonistes d'une politique progressiste doivent, au contraire, viser en permanence à sortir du secret les questions de politique étrangère et à les soumettre au jugement de masse. C'est pour le surplus une tâche qui ne dépend pas des réalités de fait contraignantes, de l'état des rapports des forces existant, ni même de la faiblesse relative du pays dans lequel elle est entreprise. La mobilisation de l'opinion publique en vue d'exercer son contrôle peut être entreprise partout et à tous moments.

Plus grave nous paraît être la contestation de l'influence de la lutte des classes comme facteur dominant de la politique internationale. C'est selon nous, avoir une vue inexacte de la situation réelle. Il en résulte une appréciation erronée de l'importance relative des faits de la vie internationale et la surestimation de certains problèmes comme ceux, par exemple, de la petite Europe.

DEPUIS 1917

Nous pensons que la victoire de la Révolution d'Octobre qui marque la naissance d'un système social opposé au capitalisme et basé sur les principes socialistes, a abouti au déplacement de l'axe des contradictions de la politique mondiale.

Celle-ci est sortie du domaine purement inter-impérialiste où elle était confinée jusque-là et s'est transférée dans celui des rapports entre les deux systèmes sur la scène internationale. Cette mutation qui

a joué dès l'apparition d'un pays à un système socialiste, a pris une consistance et une ampleur de plus en plus grande en fonction à la fois du développement et du rayonnement de l'URSS et de la multiplication de nouveaux pays à orientations socialistes.

Les relations entre pays capitalistes et pays socialistes sont devenues le problème principal, le pivot de la politique mondiale.

Or, l'opposition capitalisme - socialisme à cet échelon est essentiellement un problème de lutte de classes, celle-ci s'étant étendue du domaine interne au domaine international dans les formes spécifiques que cette extension comporte. Cela ne signifie pas que la vie internationale soit réduite aux seuls problèmes d'opposition capitalisme-socialisme, qu'il ne puisse y avoir encore des conflits interimpérialistes, des guerres entre Etats forts et faibles, des conflits de type colonialiste ou néocolonialiste.

Toutefois aucun d'eux ne peut être envisagé isolément en dehors des incidences qu'ils peuvent avoir sur la contradiction fondamentale capitalisme - socialisme et des effets qu'ils peuvent exercer sur les rapports de force existant entre l'Est et l'Ouest.

La démonstration de ce fait a été administrée à suffisance à travers, entre autres, la guerre au Vietnam et les conflits du Proche-Orient.

Nous disons même que les problèmes de lutte de classe internes de nombreux pays sont loin d'être séparés de la situation internationale et qu'en fait, ils sont très souvent influencés par celle-ci. Il en est de même des luttes de libération nationale et de décolonisation. Ajoutons au surplus que les rapports entre pays socialistes et pays capitalistes touchent des questions qui débordent de loin le cadre des rapports entre Etats de deux systèmes. De l'état et du développement des rapports entre pays socialistes et capitalistes et plus spécialement encore entre URSS et USA dépend pour beaucoup, dans les conditions actuelles, la possibilité de prévenir une guerre mondiale thermonucléaire. C'est le problème fondamental de la politique internationale, celui duquel dépend en fin de compte la survie de l'humanité et par conséquent les destins du socialisme et du processus révolutionnaire mondial.

UN ENNEMI COMMUN

Cette appréciation erronée de la modification fondamentale de l'axe principal de la politique internationale et de l'influence déterminante qu'y joue la lutte des classes entraîne des conséquences importantes dans la fixation des options de la politique du Parti socialiste. Ainsi nous voyons, dans le paragraphe du programme intitulé « Options de base », que le socialisme vise « à transformer la société en rejetant à la fois le néo-capitalisme et le communisme totalitaire ».

La détermination de l'ennemi principal est double. Il s'agit simultanément et mis sur un pied d'égalité du néocapitalisme et du « communisme totalitaire ».

On peut accepter que les modes et les méthodes d'installation et de développement du socialisme dans les pays de l'Est provoquent la critique des sociaux-démocrates et soient considérés par eux comme ne correspondant pas à leur optique de la réalisation du socia-

lisme. Il y a là, en fait, discussion ouverte à l'échelon de ceux qui se réclament du socialisme.

Ce qui, par contre, est indéfendable, c'est de considérer comme ennemi, à l'égal du capitalisme, le socialisme réalisé dans les pays de l'Est. D'un côté se trouve l'adversaire fondamental de classe contre lequel est menée la lutte en fonction même des principes du socialisme, de l'autre côté, un système dont l'essence est anticapitaliste et qui a d'ailleurs éliminé le capitalisme du pouvoir.

Dans la réalité, sociaux-démocrates et socialistes des pays de l'Est sont du même côté de la barricade et ont en face un ennemi commun : le capitalisme. Quelle que soit l'ampleur des divergences qui peuvent exister entre eux, ils font socialement partie d'un même groupe et non de groupes antagonistes.

Les indécisions socialistes sur ce qui a trait à la lutte de classes les amènent dans un autre paragraphe de leurs options de base à reprendre à leur compte la théorie des convergences. Le socialisme, écrivent-ils, croit à la nécessité d'une convergence entre les divers systèmes socio-économiques.

Adopter comme une des bases de sa politique étrangère, la notion que la convergence entre capitalisme et socialisme est possible et souhaitable ne peut conduire qu'à des impasses.

Il faut partir, au contraire, de l'idée que la convergence va à l'encontre de la conception même du socialisme. Il y a opposition essentielle entre les deux systèmes, l'un étant la négation de l'autre et le socialisme constitue, en fin de compte, le mode de vie économique-social correspondant à un stade plus avancé de la société.

On pourrait imaginer des convergences entre des conceptions et des réalisations différentes de la construction du socialisme, on ne peut concevoir de synthèses transcendant les oppositions de deux systèmes contradictoires dans leurs fondements.

Autre chose est la croyance dans les possibilités de l'organisation d'une coexistence pacifique.

Celle-ci qui, dès le triomphe de la Révolution d'Octobre 1917 fut l'orientation principale de base de la politique étrangère du gouvernement soviétique, est devenue maintenant la pièce maîtresse de toute politique étrangère conséquente. Elle correspond au rapport actuel des forces dans le monde, à la conscience des conséquences possibles d'un conflit thermo-nucléaire, aux tendances du développement économique et technique.

L'intérêt objectif non seulement de ces forces ayant réalisé le socialisme ou aspirant à sa réalisation, mais aussi de l'humanité toute entière, est de maintenir la coexistence pacifique.

LE ROLE DE L'OTAN

Il faut être conscient que l'existence des conditions politiques et économiques capables de valider pleinement la coexistence pacifique ne suffit pas pour assurer sa réalisation. C'est pourquoi il nous paraissait juste, dans la situation présente, de l'inscrire au premier rang comme option de base d'une politique socialiste. Dans le cadre de l'adaptation et de la précision idéologiques auxquelles se livre le

Congrès doctrinal du PSB, une chose frappe, c'est la position à l'égard de l'OTAN et de l'Europe occidentale.

Nous retrouvons à divers endroits du document de base la même notion du « monde occidental démocratique » de « pays démocratique de l'Europe occidentale ».

Sans nul doute, les USA et la plupart des pays de l'Europe occidentale sont-ils des pays dotés de régimes de type démocratique. Mais ce type démocratique est d'essence essentiellement bourgeoise, il est l'expression de la domination de la classe bourgeoise et l'instrument de celle-ci. Ajoutons même qu'au stade actuel, cette bourgeoisie dominante est essentiellement celle des grandes oligarchies économiques et financières et des grandes sociétés internationales, nonobstant les aménagements que les travailleurs ont pu obtenir à travers leurs luttes.

On peut se demander pourquoi des socialistes en arrivent à s'identifier à ces régimes et à les considérer comme étant leurs représentants. Oublient-ils que sur le plan économique-social ils sont leurs adversaires et que c'est contre eux que doivent se concentrer les efforts pour atteindre à une société de type socialiste ?

Que signifie la formule « l'OTAN assurant la défense du monde occidental démocratique » ? Oublie-t-on que l'OTAN est davantage un système d'alliance destiné à favoriser le rôle dominant du capitalisme américain et à assurer en Europe occidentale la pérennité du système capitaliste de démocratie bourgeoise ?

Il en est de même lorsqu'on parle de la nécessaire unification de pays démocratiques de l'Europe occidentale pour fournir le cadre au développement du socialisme.

Oublie-t-on que dans la totalité des pays de l'Europe occidentale, le passage est encore à faire, à l'échelon de chacun d'eux, vers une démocratie socialiste véritable ?

Nous retrouvons ici une confusion du genre de celle qui faisait placer les pays de l'Est dans le camp des adversaires du socialisme.

Ici, l'orientation du Parti socialiste conduit à considérer le système de démocratie bourgeoise comme un système ami dont on est partie intégrante.

Que devient dans cette optique la notion de stratification en classes et de lutte entre elles, la notion de raison d'être du socialisme ? Nous ne critiquons pas pour autant l'intérêt que le Parti socialiste porte à l'Europe occidentale et à son éventuelle unification. Il est normal. Notre pays est une des composantes de l'Europe occidentale, c'est dans ce cadre que se développent les luttes politiques y compris celle pour l'instauration du socialisme.

Dans la mesure où l'unification de l'Europe occidentale est la conséquence d'une série de phénomènes économique-sociaux objectifs et apparaît comme irréversible, il est juste qu'un parti socialiste s'y intéresse de près. Mais il doit le faire non dans une perspective de consolidation et d'aménagement des formes de la démocratie bourgeoise, mais dans une perspective socialiste.

Nous pourrions continuer à passer en revue d'autres points encore des options de politique étrangère présentés au Congrès doctrinal

et d'en faire la critique. Mais nous nous en tiendrons à la série de notations que nous avons développées plus haut.

CONVERGENCES

Nous voudrions, pour terminer, rechercher dans le programme, les points de convergence sur lesquels pourrait s'établir une plateforme ou un programme commun à un rassemblement des forces progressistes. Le secteur de la politique étrangère est un de ceux où les accords sont les plus difficiles à réaliser en raison des clivages qui existent souvent dans les positions et de leurs incidences idéologiques. C'est pourquoi nous ne nous attarderons ni sur l'introduction ni sur le chapitre des options de base, nous avons déjà fait une série de réflexions à leur sujet et nous voyons nettement quels sont les points où il y a convergences possibles comme ceux où il y a opposition marquée.

Dans le chapitre sécurité collective, si nous sommes en désaccord avec la formulation relative « *au dépassement des antagonismes entre les deux grandes puissances rivales du moment* » et ce, pour les raisons que nous avons développées à l'occasion de la question de la coexistence pacifique, nous pensons que l'on peut être d'accord avec l'objectif présenté comme primordial de l'organisation d'une sécurité collective fondée sur la coopération entre l'Est et l'Ouest. Nous pensons également que l'énoncé des principes sur lesquels cette sécurité collective doit être basée correspond à des besoins et à des possibilités réelles. Nous notons d'ailleurs les grandes analogies entre les principes repris au document socialiste et ceux qui constituent les bases de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération européennes et des négociations en cours à Genève.

En ce qui concerne l'Alliance atlantique, il serait vain de nier les désaccords qui subsistent en ce qui regarde les buts de l'Alliance et son utilité. Nous notons toutefois que le PSB ne se range pas dans le camp de ceux qui poursuivent le renforcement de l'Alliance et que son but déclaré est d'arriver à une dissolution des blocs militaires, aboutissement d'une politique systématique de détente et de les remplacer par un système de sécurité collective.

Une place très grande et des développements très détaillés sont réservés à l'unification européenne.

Nous avons exposé plus haut les raisons qui nous amenaient à mettre en cause le caractère démocratique réel de l'Europe occidentale. Mais nous notons avec intérêt la préoccupation du PSB d'orienter différemment le fonctionnement des institutions européennes et de faire évoluer l'intégration européenne dans une perspective socialiste. Nous sommes beaucoup plus réservés en ce qui concerne les paragraphes relatifs à la mise en place progressive d'une Europe fédérale. Il nous paraissent partir d'une application inexacte de la valeur du cadre national et de sa solidarité comme structure fondamentale. Le passage au stade supra-national est encore tendanciel et il est surtout développé par les forces capitalistes monopolistes qui ont fait le Marché commun et qui le dominent. Nous sommes enclins à croire que dans la situation présente, une Europe fédérale serait dominée par les forces capitalistes et que la structure nouvelle envisagée est un moyen d'empêcher ou de retarder les transformations

économico-sociales devenues possibles dans une série de pays de l'Europe occidentale.

Nous trouvons aussi des points de convergence importants dans le chapitre relatif aux pays en voie de développement : entre autres l'affirmation du droit pour les pays du Tiers Monde de recouvrer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, la recherche pour établir avec les pays industrialisés des relations économiques excluant tout esprit néo-capitaliste, la révision nécessaire de la politique d'aide au développement, la dénonciation de toute politique impérialiste de force ou interventionniste.

Sans doute sur le détail des mesures proposées pour atteindre ces objectifs y a-t-il place pour des avis divergents, certaines d'entre elles portent la marque de conceptions paternalistes et caritatives. D'autre part, il semble que les phénomènes de libération nationale ne soient pas placés dans le cadre mondial comme un des facteurs déterminants de la lutte pour l'instauration du socialisme.

Il est indéniable que le document du Congrès doctrinal du PSB dans ses passages relatifs à la politique internationale constitue une base de discussion possible pour l'élaboration d'un programme commun présenté comme alternative politique par les composantes d'un front des progressistes.

LES CAHIERS MARXISTES

invitent leurs lecteurs à une

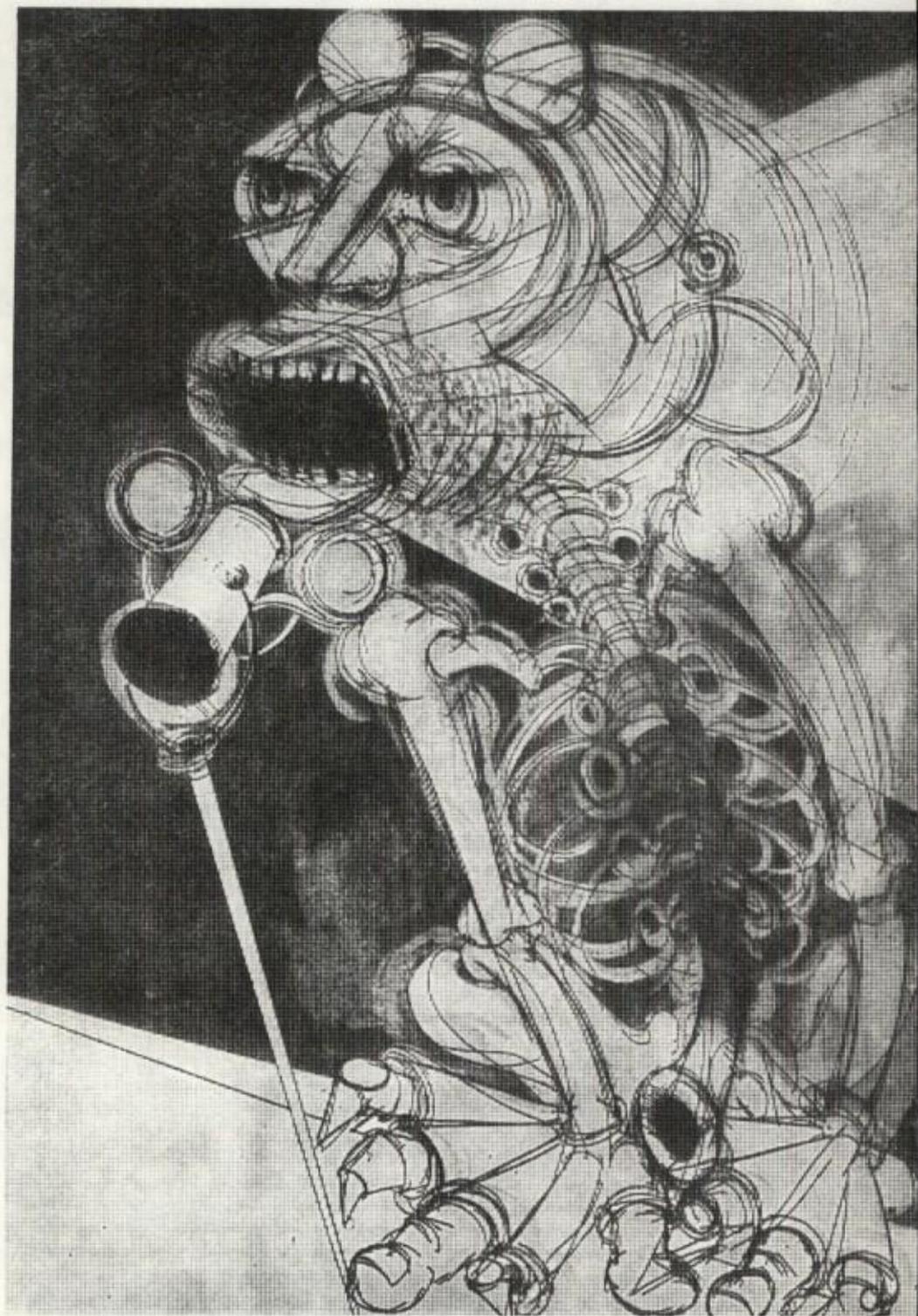
rencontre-débat

QUI AURA LIEU LE

jeudi 24 octobre à 20 heures

au siège de la Fondation Joseph Jacquemotte
avenue de Stalingrad, 20,
1000 Bruxelles

Ils vous proposent un débat sur les articles
de la présente livraison
consacrés au **congrès du PSB**,
avec Jean Terfve, Jacques Moins et Pierre Joye



Roger SOMVILLE : « Le dernier discours du dernier général ».

Un témoignage sur le Chili

« Sous la présidence de Salvador Allende (lui-même médecin), le gouvernement socialiste chilien mena à bien des réformes sanitaires intéressant la nutrition, les soins des mères et des enfants, l'hygiène de l'environnement, le développement des services destinés aux défavorisés et l'expérimentation d'une nouvelle distribution des soins de santé. Le gouvernement encouragea aussi le contrôle de la politique de santé par les travailleurs et les usagers, dans des centres de santé de quartiers et les hôpitaux. Le corps médical chilien s'opposa à la démocratisation du système de santé, participa à des grèves périodiques et à des arrêts de travail et critiqua le gouvernement pour le rationnement des fournitures médicales et des biens de consommation qui résultait d'un boycott international portant sur les nouveaux médicaments et sur les crédits alloués au Chili. Le régime totalitaire actuel a démantelé ce système de santé; la répression politique a sévèrement touché des médecins et d'autres travailleurs de la santé. Trois implications émergent à propos de la réforme sanitaire et du changement social de l'expérience chilienne : la politique de santé est inextricablement liée à la politique globale d'une nation et au système économique; les conflits au sein du système de santé reflètent les conflits inhérents à une société stratifiée; des réformes importantes du système de santé ont peu de signification sans un changement fondamental de l'ordre social. » (1)

C'est en ces termes que « **New England Journal of Medicine** » résume lui-même l'article qu'il publie.

Cet article a été composé à partir du témoignage d'une doctresse américaine qui a personnellement participé à la réforme sanitaire chilienne de 1971 à 1973, sous l'égide du gouvernement populaire, et qui a vécu de surcroît le coup d'Etat fasciste et les premières semaines de répression qui l'ont suivi. Il repose aussi sur des comptes rendus de presse et les témoignages de réfugiés politiques chiliens.

Une partie du travail a été réalisée sous les auspices d'une association de Berkeley qui porte le nom de « Non intervention au Chili ». Outre le fait qu'il est remarquable de trouver un article d'une telle portée politique dans une revue scientifique américaine, son importance tient aussi à la très large diffusion de cette revue qui est de loin la revue de médecine interne la plus diffusée au monde.

Les auteurs y rappellent la dépendance économique du Chili à l'égard des Etats-Unis, ainsi que les effets du boycott et des refus de crédits. Ils soulignent l'effort développé systématiquement

(1) « *Médecine, socialisme et totalitarisme : Leçons du Chili* » par Howard Waitzkin, M.D., et Hilary Modell.

New England Journal of Medicine, volume 291, n° 4, 25 juillet 1974.

pendant deux ans par l'Unité Populaire en vue d'améliorer l'alimentation et l'hygiène : non seulement un demi-litre de lait gratuit pour tous les enfants et futures mères, mais aussi l'ouverture de maternités dans de petites localités, l'effort en matière de prévention, de logement social, etc. A la campagne aussi, les services de soins ont connu un soudain essor, et le « train de la santé », en sillonnant les provinces du sud, a traité plus de 30.000 personnes. Dans le même temps, l'éducation sanitaire des masses est entreprise, notamment par le moyen de bandes dessinées.

« Aucune de ces réformes ne menaçait la profession médicale », note le *New England Journal of Medicine*. Mais parce que le gouvernement de l'Unité Populaire visait à des réformes plus profondes, impliquant une redistribution du pouvoir, le corps médical est devenu de plus en plus méfiant, et de plus en plus hostile envers la politique d'Allende.

Un des objectifs de cette politique a été de décentraliser et de démocratiser les structures de distribution de soins. Si le gouvernement de l'Unité Populaire n'a pris aucune mesure de coercition pour réduire le volume de la clientèle privée des médecins, il a assurément visé à leur enlever le monopole du pouvoir de décision en matière de santé. Il a tenté de doter le pays d'un réseau équilibré d'hôpitaux — à la gestion desquels étaient associés les représentants élus des travailleurs — et il a multiplié des centres de santé de quartier, que la population prenait l'habitude de contrôler par le biais de Conseils de la santé. Devant cette orientation, et sans doute aussi en raison de certaines faiblesses du gouvernement, la majeure partie du corps médical devait bientôt, par intérêt personnel, négliger les patients du Service National de Santé au profit de sa clientèle privée.

En 1972, l'Association médicale chilienne entreprenait une campagne contre l'Unité Populaire; elle a pris part en octobre de cette année à la grève dont les propriétaires de camions avaient donné le signal, une grève que les travailleurs « para-médicaux » refusèrent d'ailleurs de soutenir. A la veille du putsch, une nouvelle grève, organisée par l'Association médicale, paralysa tout le système sanitaire du Chili.

Ce choix politique n'a pas mis médecins et travailleurs de la santé à l'abri de la répression. Au moins 35 médecins sont morts fusillés ou torturés. De très nombreux praticiens ont été ou sont emprisonnés. Des milliers de travailleurs sont sans emploi (un « paramédical » sur trois). La plupart des créations de l'Unité Populaire ont été liquidées : initiatives de médecine préventive, centres de quartier, etc., et la médecine a été reprivatisée.

Ces quelques lignes ne donnent qu'une indication de l'étude publiée par la revue américaine. On y trouve :

- 1) les grands principes de la réforme sanitaire du gouvernement Allende;

- 2) une analyse politique de la réaction des médecins chiliens et de leur contribution au coup d'Etat;

- 3) des informations sur la situation de la santé après le coup d'Etat et sur la répression menée par les militaires en particulier à l'égard des travailleurs de la santé;

- 4) une analyse politique d'ordre plus général sur les relations entre Etat et système de santé à partir de l'expérience chilienne en cette matière.

W. B.

Les deux textes qui suivent susciteront sans doute des discussions, ne fût-ce qu'en raison du tour personnel qu'ils affectent l'un et l'autre. Les problèmes qu'ils abordent préoccupent nombre de parents et d'enseignants.

JEAN LAVACHERY, qui fut longtemps directeur de maison d'enfants, est actuellement professeur de psycho-pédagogie dans l'enseignement normal de l'Etat. (1) Son thème : le cheminement dialectique de la pédagogie. Louise GOTOVITCH, pédagogue et syndicaliste, a déjà apporté aux lecteurs des « Cahiers » plusieurs chroniques pédagogiques. Elle se livre ici à un examen critique des méthodes dites non-directives.

JEAN LAVACHERY

Les trois pédagogies

Sans entrer dans les discussions qui avant-hier ont opposé Platon et Aristote, hier Hegel et Marx, aujourd'hui Sartre et Althusser (par exemple), à propos de ce processus de pensée et d'action, force nous est de constater que les efforts de la pédagogie ont revêtu les aspects d'un mouvement dialectique. En trois temps.

Il fut — est — un temps (long) durant lequel le maître était — est — le pivot de l'enseignement. En même temps que le père celui de l'éducation — la mère ne faisant, en principe, que mettre en œuvre les conceptions paternelles. Lesquelles n'étaient — ne sont — autres d'ailleurs, comme chez le maître, que celles de la société qui les contient, images de sa structure.

C'est la THESE assurément, du mouvement.

Une révolution « copernicienne » a, un beau jour, voulu mettre l'enfant à la place du maître, au centre de l'école. Pendant que, bon an mal an, se mettait en marche le « siècle de l'enfant », c'est-à-dire la mise en question (timide), du rôle subordonné de cet enfant dans la famille et, par suite, dans la société elle-même. L'étendard de la révolte est aujourd'hui entre les mains des adolescents, mais il passe de main en main. ANTITHESE donc.

Enfin, de nos jours la grande affaire devient de ne plus poser les questions, ni surtout d'y répondre, en termes de dilemme — le maître OU l'enfant —, mais de fonder une école, une éducation, qui mettrait en son cœur l'enfant ET l'éducateur, ensemble, unis et co-opérants dans une construction commune. SYNTHÈSE enfin. En attendant la suite.

(1) Il a publié en 1966, sous l'égide de la Fédération internationale des sommunautés d'enfants une étude intitulée « Rebelles sans cause ? ». (Editions Nathan-Labor).

UNE AUTRE TRILOGIE

La pédagogie passe pour une activité récente, c'est-à-dire née avec la civilisation — avec le néolithique. C'est vrai, à condition qu'on parle d'une pédagogie qui se pose des questions. Car il est évident que bien avant le néolithique, les adultes humains avaient des comportements éducatifs vis-à-vis de leurs petits. Les mammières en ont tous. Et bien d'autres animaux.

Ainsi donc, pendant une période extrêmement longue, les « questions » ne se sont pas posées en terme de dilemmes, moins encore en termes dialectiques. C'est la période des « Ni oui Ni non ». Avec l'explosion civilisatrice se lèvent les temps du « Oui OU non ». Lao Tseu a dit des choses pleines de sagesse et d'ironie à ce sujet. L'homme naît bon OU mauvais. Il procède du divin OU du diabolique, du Ciel OU de l'Enfer, et l'un et l'autre existe OU n'existe pas. Il y a, bien sûr, le beau ET le laid, le bien ET le mal, le vrai ET le faux. Mais un objet est beau OU laid, une conduite bonne OU mauvaise, une idée vraie OU fausse. On appartient OU non à la « race » (conquérante) « supérieure », à la classe (exploiteuse) privilégiée, au sexe (fort) dominant, à la génération (responsable) dirigeante. Etc., etc.

Nous avons bien du mal à ne pas être manichéens. Depuis longtemps nous savons que les contradictions ne se résolvent pas — ne devraient pas se résoudre — par la « destruction » d'une de leurs composantes. Mais c'est néanmoins cette destruction que nous nous efforçons d'obtenir. Et le fait est que cela « réussit » souvent, trop souvent. Cela s'appelle génocide, massacre, meurtre, « solution finale » — ou supplice, exécution. Ou enfin, « simplement », oppression, contrainte, exploitation ... Ou plus simplement encore diminution de l'autre, sous tel ou tel angle, sous tous les angles, son éviction de fait. Banalités qui se retrouvent sur le plan culturel.

Depuis longtemps, nous savons que les vraies solutions résultent de la modification convergente des composantes, qui se « respectent » mutuellement tout le long du chemin. Depuis longtemps nous savons que l'avenir devrait se construire — et parfois, ici ou là, se construit — à travers et grâce à des conduites, des réflexions, des réalisations qui relèvent du « oui ET non ». C'est-à-dire de la coexistence active (et pacifique) des contraires en vue de leur résolution, de leur accession commune, unificatrice au palier supérieur de leur devenir historique.

Pourquoi cette digression ? Parce que, vous allez le voir, son contenu nous permettra de mieux pénétrer les phases de la pédagogie. Principalement la troisième, celle qui s'amorce peut-être. Celle dont nous souhaitons l'établissement progressif (possible) ou plus ou moins soudain (peu probable).

PEDAGOGIE TRADITIONNELLE

On sait que la pédagogie dite traditionnelle est le produit bien naturel de la société conservatrice que nous connaissons depuis... « toujours ».

Cette pédagogie, nous l'apercevons tous les jours plus clairement jusque dans les plus infimes détails de sa structure et de son fonctionnement, a pour but de transmettre aux générations « montantes » ce que celles en place (celles qui détiennent le pouvoir, bien entendu), veulent leur transmettre. C'est-à-dire d'organiser au mieux la conservation de ce qui est (les privilèges des uns, l'exploitation et l'oppression des autres) par une savante détérioration des esprits jeunes, normalement novateurs, créateurs et fraternels. En vue de les faire uniformément dociles et agressifs à la fois. Au mieux seulement meilleurs organisateurs de ce qui est que leurs géniteurs. Ce sont là lieux communs, s'il en fut. On peut dire que si les rites funéraires sont aussi résistants au « progrès » que les rites scolaires, c'est que les premiers ont pour mission l'enterrement des corps et les seconds celui des esprits.

Cette situation bien connue, maintes et maintes fois dénoncée, dure encore et n'est pas près de prendre fin. L'école primaire, par exemple, demeure le lieu où, par le truchement de programmes conçus à cette fin (en particulier sa façon habituelle d'organiser l'enseignement de la langue maternelle), se sépareront sans grand bruit les futurs subordonnés et les futurs dirigeants. Les premiers en très grand nombre et issus des classes dites populaires, les seconds relativement peu nombreux, issus de classes possédantes et de leur clientèle.

Bref, ce que nous devons retenir, pensons-nous, de cette phase initiale, c'est tout d'abord qu'elle est née avec ce que nous appelons la civilisation et ensuite, et surtout, qu'elle dure encore, omniprésente et quasi omnipotente.

PEDAGOGIE NOUVELLE

Voilà donc le Maître qui détient dans la classe, l'école, la connaissance et le pouvoir tout entiers. Et les moyens de mettre cet ensemble en œuvre auprès des enfants, ses Elèves — les Enseignés.

C'est bien là une position *première*, d'apparence indiscutable pour les hommes, enfants compris, depuis pas mal de temps. Position naturelle, légitime, si on se place dans l'optique des sociétés centralisées, hiérarchisées, fondées sur le maintien et le perfectionnement des privilèges (bien connus) de classe, de sexe et d'âge. Il était prévisible que la mise en question des fondements de cette société, au cours du siècle dernier, donne lieu à quelques idées nouvelles sur le plan pédagogique.

Depuis lors, des modifications profondes ont été apportées par le développement de la pensée et de l'action marxistes. Le marxisme a non seulement pour tâche d'expliquer le monde mais de le changer. Tout le monde aujourd'hui sait cela et agit en conséquence : pour OU contre.

Revenons à la pédagogie dans son deuxième état.

C'est celle qui porte plusieurs noms parce qu'il est possible de la regarder sous divers angles : nouvelle, active, fonctionnelle, etc.

C'est celle dont les plus grands noms sont ceux d'hommes et de femmes véritables, d'hommes et de femmes qui ont sincèrement et ardemment cherché à transfigurer l'école. A faire d'elle un lieu d'épanouissement à la place d'un lieu de détérioration.

Mais cette tendance, née à la fin du siècle dernier — à peu près en même temps que Freud bouleversait notre idée de l'homme et Einstein notre idée de l'univers —, en fait, à quoi a-t-elle abouti ? Il faut le reconnaître, quantitativement parlant, pas à grand chose. Un bon nombre de réalisations un peu massives n'ont pas duré ou se maintiennent sporadiquement, avec pas mal de difficultés, de compromis. Qualitativement, l'aventure est incomparablement plus large, sans doute — mais on ne peut nier qu'elle charrie des tendances diverses, voire divergentes. En d'autres termes, l'école nouvelle (active, etc.) représente bien le contre-pied de l'école traditionnelle (passive, « psalmodiante », disait Henri Wallon), mais son emprise pratique, concrète, est restée mince, à éclipses. Et son pouvoir théorique demeure controversé, c'est le moins qu'on puisse dire. Les brillants efforts récents, issus plus ou moins directement de l'action et des recherches de Kurt Lewin et de Carl Rogers — dynamique de groupes et non-directivité —, sont avatars de la même veine, mis au goût du jour pour, dans certains milieux, ce qui vient d'outre-Atlantique, pour ce qui semble révolutionnaire. Et qui, évidemment, ne l'est que formellement, ne modifie pas le principe de base de l'école nouvelle : l'enfant au centre de l'école. Et enfin, qui pis est, met totalement au second plan, sinon sous le boisseau, les préoccupations relatives au *contenu* de l'enseignement, voire, chose curieuse, à la psychologie de l'enfant. C'est-à-dire que si la méthode est primordiale, à l'école, le programme l'est tout autant. Et il est indispensable qu'ils marchent ensemble pour que ladite école soit véritablement transfigurée.

PREMIER COUP D'ŒIL SUR LE TROISIEME TEMPS

Nous nous trouvons donc devant la situation suivante : d'une part une pédagogie centrée sur le maître aussi largement répandue que possible, en possession de tous ses moyens, malgré ses troubles intérieurs et les assauts parfois furieux qu'elle subit. Mais ces assauts sont brefs, désordonnés, et régulièrement plus ou moins complètement repoussés : la pédagogie centrée sur l'enfant est plus projetée que réalisée.

Pourquoi cette situation singulière ?

Parce que, pensons-nous, précisément, cette nouvelle pédagogie reste liée à l'univers du oui OU non. Elle donne seulement une image inversée de la pédagogie classique. Mais elle ne peut la remplacer parce qu'elle est baignée dans un monde dans lequel les contraires cherchent bien plus à se détruire qu'à se résoudre dialectiquement.

Or, la position classique est liée à cet univers depuis ses origines. Son antithèse peut bien « exister », combattre, mais non l'emporter : elle n'est pas faite pour cela. Parce que pour qu'une véritable nouvelle pédagogie s'installe, une pédagogie synthétique, qui place en son centre l'enseignant ET l'enseigné (unis et distincts de la façon que nous essayerons d'esquisser plus loin), il faut que l'homme s'installe dans un monde tout entier plongé dans l'optique du oui ET non.

On ne cesse de répéter que ce n'est pas l'école qui changera la vie et le monde, que c'est le contraire — et on s'efforce, vaille que vaille, de concevoir et de réaliser des pédagogies qui, par la force des choses, ne peuvent pas s'imposer. Les pédagogies nouvelles (antithétiques par rapport à la traditionnelle) me font penser aux châteaux de sable que les enfants construisent et que la mer, irrémédiablement, balaye tôt ou tard. Parfois il reste une légère dénivellation, une petite mare. Le sable fait partie de la mer, il est du même monde mobile. Comme a dit René Dumont, il ne faut pas changer la société, il faut changer de société.

NOUVELLE APPROCHE DU TROISIEME TEMPS

Nous voici au terme de notre brève analyse initiale. C'est-à-dire au moment où le présent et le passé ayant été rapidement considérés, nous en venons à devoir parler de l'avenir.

Le maître OU l'élève. Non : le maître OU l'enfant. L'élève, c'est ce qui dépend du maître. Or, justement... Si nous disons enfant, c'est le mot maître qui n'est plus juste. Comment nommer ce personnage nouveau ? Guide ? Animateur ? Eveilleur ? Organisateur ? Médiateur ?...

Faisant abstraction, il va de soi, des vieilles dénominations : instituteur, professeur — en service partout et parfaitement inadéquates dans l'optique nouvelle. Du deuxième temps comme du troisième.

Que dirons-nous lorsque nous devons signifier que l'enfant et l'adulte ne se trouvent plus de part et d'autre d'une clôture, le pouvoir ne se trouvant ni dans l'une ni dans l'autre main. Comment devons-nous nommer ces personnages nouveaux (entièrement) pour lesquels il n'y aura ni barrière ni question de pouvoir, de privilège ? Nous n'en savons rien. C'est, pensons-nous, indicible parce que pas encore concevable. Parce que ces personnages n'existent pas plus, même esquissés, que le monde qui rendra leur existence possible et nécessaire. Ils sont pour demain, si... Ce que nous pouvons tout au plus faire, c'est tenter de cerner tant bien que mal cette relation nouvelle, à travers une entrevision du monde en cause.

Nous savons depuis le début que la question de savoir qui est au centre du processus pédagogique doit tendre à ne plus se poser, parce que ce centre doit être occupé par l'enfant et l'adulte « pédagogues » ensemble.

Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ?

Telle est la question.

La période historique fondée sur les clôtures, sur le oui OU non, le dilemme, a engendré toute une série de coupures, de faux rapports, entre les humains et en eux. A partir du moment où ces humains se sont trouvés répartis entre possédants et non-possédants (conquérants et conquis), ils se sont trouvés en même temps être devenus inhumains les uns par rapport aux autres. En « positif » ou en « négatif » selon le cas. C'est ce moment, répétons-le, que nous considérons comme le début de la civilisation. Avant, l'homme était d'aventure un loup pour l'homme. Dès lors il est devenu un monstre pour l'homme. L'homme qui traite l'autre en chose dans une mesure quelconque, devient chose lui-même, dans la même mesure. La mort et la consommation de l'autre ne suffit plus, il faut son supplice et sa déchéance.

La guerre est née, sous toutes ses formes, qualifiée d'éternelle par ceux qui en vivent, pour conquérir ou protéger les biens, c'est-à-dire les marchandises. Et tout est marchandise, comme chacun sait, y compris les hommes, y compris les pensées. Nous savons que ces immenses clivages qui se sont établis parmi les humains l'ont fait dans la mouvance de la *production* et se nomment « races » — castes — classes (les unes pas plus que les autres n'étant impliquées dans une quelconque « nature humaine », n'existant que pour les besoins des mauvaises causes). Ou elles se dessinent dans l'empire de la *reproduction* et s'appellent sexes et générations (les unes comme les autres ayant, au contraire des précédentes, des contenus concrets, objectifs, mais qui ne sauraient justifier objectivement une quelconque hiérarchie de valeurs, l'instauration de privilèges et d'oppressions. Ce qui se passe cependant).

On a compris depuis longtemps que ces ruptures, qu'elles se situent dans le secteur des sexes, des âges ou des rapports avec la production et la possession des richesses, procèdent toutes trois de ce dernier aspect des choses et des événements. Mais elles sont, croyons-nous, contemporaines : naissance de la civilisation.

Ces cassures sont nées en même temps. C'est essentiel : pour les annihiler, il faudra les entreprendre en même temps.

(La civilisation n'a pas apporté que des abominations, sur la base de ces coupures entre les humains et en eux. Nous le savons bien ! Ces « causes » même ont provoqué de multiples splendeurs aux différents niveaux de la pensée, de l'action, des réalisations. Mais cela c'est une autre histoire. Dont nous n'avons pas besoin pour le présent propos.)

TOUTES TROIS A LA FOIS

Abolir la propriété privée des moyens de production, par exemple, ne résout pas automatiquement tous les problèmes. Même pas celui des classes. Et il y a le racisme, le sexisme, et la « coloni-

sation » des plus jeunes par les plus âgés. Il faut aussi les abolir. Et il paraît indispensable de mener toutes les opérations de front.

Là gît le cœur du drame qui nous occupe ici comme de toute la tragédie humaine contemporaine.

Il n'y a pas, il n'y aura de « pédagogie » valable — c'est-à-dire de disparition de la pédagogie, précédée par son dépérissement que s'il n'y a plus entre les âges que des relations rationnelles, fondées sur des sentiments maîtrisés, relativés en même temps qu'incomparablement plus profonds que ceux d'aujourd'hui. Sur un respect strictement mutuel, totalement exempt d'éléments de force, de contrainte, d'irrationnel, c'est-à-dire d'absolu.

Bref, répétons le, pour aboutir à cette véritable révolution, il faut mener de front les trois aspects indissociables — de celle-ci.

C'est-à-dire son aspect économique qui mène au socialisme-communisme. Son aspect sexuel qui conduit non pas à une « liberté » que d'aucuns croient être l'avenir, mais à une égalité objective des femmes et des hommes. Son aspect relatif aux générations, qui ne mène pas non plus à un nivelage des responsabilités mais, encore une fois, à l'établissement de relations rationnelles entre les âges de la vie.

On voit que ces deux derniers points entraînent une transfiguration sans précédent des relations internes et des structures de la fameuse « cellule de base » des sociétés du oui OU non, *c'est-à-dire de la famille*. Sans oublier ses liens avec l'économie et la politique, ces sœurs siamoises. On voit aussi, du même coup, d'où viendra la transformation radicale, sans aucuns précédents autres que ponctuels de la relation éduqué-éducateur, enseignant-enseigné.

Les hommes, les femmes et leurs enfants vivent depuis quelques millénaires dans un réseau de relations qui est le microcosme de l'univers social dans lequel ils sont ensemble insérés. Sur le fond inconscient des structures et fonctions mentales et comportementales d'origine animale est venu se greffer un ensemble complexe de structures et de fonctions d'origine sociale. Le fond se transmet quasi exclusivement par l'hérédité et l'ensemble complexe se transmet par l'éducation : nature et culture. La nature est « une » (unifiante), du NI oui NI non. La culture est multiple, diversifiante, source des clôtures, du oui OU non. Au niveau de l'homme, bien entendu, non au niveau du vivant.

Notre problème est, sous peine de mort — c'est-à-dire de fin de l'humanité en tant que telle, malgré qu'elle ne soit qu'un projet —, de faire en sorte que la diversification n'entraîne pas destruction, soit floraison vers un fruit et non vers une explosion — et que ce mouvement primordial soit en même temps unification nouvelle. L'inconscient ne s'oppose pas à l'unité, il l'est. Le subconscient s'y oppose, il en est la négation capable aussi bien des plus merveilleuses réalisations (hommes et œuvres) que des plus abomina-

bles. Le conscient est unificateur, à son tour, et capable de tout intégrer, d'occuper toute la scène, sur les bases disparates posées par le subconscient, dans la mesure où il s'en dégage, dans la mesure où il les transmue, lorsqu'il n'est plus leur valet-maître, mais leur ordonnateur. C'est-à-dire lorsque le conscient s'identifie avec la conscience au sens moral du terme, à condition que cette morale soit celle du bien, celle qui dépend de l'humanité tout entière et non d'une de ses parties. Ma conscience morale de groupe (morale du devoir) peut me dicter de tuer mon semblable. Ma conscience humaine — celle de la réciprocité — ne peut jamais et nulle part me dicter un tel acte.

NŒUD DE VIPERES

La famille, les relations de formation et d'information (acculturation), dans le monde actuel, procèdent encore du niveau du subconscient (et du conscient partisan qui en dépend), sont unilatérales, constituent, comme l'intelligence elle-même « un drame de maîtrise et de soumission » (Delacroix). Pour comprendre ceci dans ses détails, il n'est peut-être pas indispensable de s'inspirer des données (mouvantes et contradictoires) de la psychanalyse, mais ça aide...

Il faut sortir de ce cercle vicieux, de ce nœud de vipères tant célébré, tant décrié. Dans ce but les uns disent : à bas la famille. Et dans la foulée (ou pas) : à bas les éducateurs, les enseignants, etc. Et ils passent à la non-directivité, c'est-à-dire à l'installation d'un éducateur en négatif, dont on voit mal ce qu'il peut faire d'essentiel dans le monde tel qu'il est, sauf le laisser aller. Ou bien c'est la « société sans école ». Voire !

Avant de passer à ce que proposent les autres, remarquons que ces positions et propositions semblent fort démocratiques. C'est vrai et faux à la fois. Vrai parce que, effectivement, la tendance de ce mouvement à donner la parole et un certain niveau de décision à ceux qui ne l'ont pas encore, ou pas assez, paraît démocratique. Faux parce que les réalisations dues à ces mêmes tendances, sauf erreur, ne se proposent en rien d'agir sur les structures anti-démocratiques qui les entourent. Voir par exemple Neill et ses « Libres enfants de Summerhill ». De plus, rappelons-le l'absence de *contenu* démocratique donne à ces réalisations leur valeur, ou plutôt leur manque de valeur à cet égard. Ce qui ne les empêche pas d'être importantes et même fructueuses par leur orientation.

En même temps que ces « anarchistes », ces « gauchistes » de la pédagogie proposent leur solution (à bas le père), l'antique et universel mouvement conservateur propose une autre manière de « sortir du cercle ». Elle est bien connue. Il dit, ce mouvement, que « ça » ne va pas (la famille, l'éducation, l'école), parce que les bons vieux préceptes ne sont plus appliqués. Les lycéens contestent non parce que leur situation est fautive dans une société fautive mais parce que ce sont des gamins et des gamines — dont la tête est éventuellement menée par des « meneurs » extérieurs à l'enseigne-

ment. Si on avait le courage de remettre en vigueur les principes classiques de discipline et d'effort pour lui-même, tout reprendrait sa place et les désordres prendraient fin. L'enseignant, l'éducateur, de ce côté, en prend pour son grade, en même temps qu'on veut lui en rendre un.

Entre les deux, il y a le gros de l'armée, qui ne sait à quel saint se vouer.

POUR LA CROISSANCE FRUCTUEUSE

Nous voyons bien que ces deux tendances, l'une restreinte et dispersée, l'autre massive et généralement concentrée au niveau de l'Etat — sauf lorsque celui-ci est divisé sur ce point — ne mènent à rien.

L'adulte avec son expérience et sa culture, même relatives, reste indispensable à la croissance fructueuse du petit d'homme. Celui-ci n'est pas immédiatement mais graduellement capable de coopérer avec cet adulte responsable — parce que c'est de cela et de cela seul qu'il peut être sérieusement question —, à des niveaux et à propos d'éléments de plus en plus élevés, de plus en plus complexes. Ces niveaux doivent, de plus, s'ordonner dans des perspectives préétablies.

Toute la question est, nous l'avons dit et le répétons à l'approche de nos conclusions, dans la rationalité, la réciprocité objective des relations entre les deux protagonistes de l'indispensable processus éducatif concerté. L'enfant ne devient pas *seul*, ni en relation avec des adultes « négatifs » (trop absents) ou « positifs » (trop présents), un adulte, à son tour. Seul il ne devient rien du tout. D'humainement valable, s'entend. Avec des adultes négatifs il devient n'importe quoi, selon les fluctuations du milieu ambiant. Aux prises avec un adulte trop présent, l'enfant devient le semblable ou le contre-pied de cet adulte, c'est-à-dire soit soumis, soit révolté, donc bon à rien d'humainement constructif. Ce jugement peut paraître sévère ; il correspond cependant à une réalité massive, fût-elle mal perçue.

La famille, l'école, la classe changent radicalement de structures, de fonctionnement, parce que de fins. Elles changent à tel point qu'elles deviennent quelque chose d'autre, s'unifient ET se démultiplient, changent de noms — et, donc, peut-être, deviennent un seul et même complexe social dont nous ne pouvons sans doute pas nous faire la moindre idée.

Nous savons avec certitude seulement ceci :

1) les relations entre les membres d'âges divers dans ces groupes, comme les relations entre ces groupes ne sont fondées sur aucunes « valeurs » absolues. Les hiérarchies inévitables sont fondées exclusivement sur des caractères objectifs et rationnellement élaborés, même s'il est fait appel aux forces psychiques les plus abyssales. Il n'y a pas d'inférieur ni de supérieur mais seule-

ment des situations, des fonctions diverses, le plus souvent interchangeable. Le respect est mutuel. La réciprocité est.

2) le but poursuivi par les membres du (des) groupe(s) d'âges « plus élevés » vis-à-vis de ceux d'âges « moins élevés » n'est pas de faire de ces derniers les plus semblables possibles à eux-mêmes, ni par conséquent de leur proposer-imposer un modèle socio-économique, politique, culturel, « définitif », « sacré », etc. Du moins comme idéal au terme du processus. Il y a *assouplissement* progressif des « tuteurs » : problème clef. Le but n'est même pas de les faire plus parfaits, plus aptes qu'eux-mêmes pour l'effectuation continuée des mêmes habitudes, des mêmes projets — de la même société. Il est de faire en sorte qu'à la fois ils soient informés (s'informent) de ce qui a été et de ce qui est, mais avec dominance de l'idée du changement passé, en cours et futur. Et qu'ils soient aptes à la fois à accepter et à mener ces changements. Soumission et maîtrise sans drame. La discipline va de pair avec l'initiative comme l'invention va de pair avec la vérification, pour être construction effective de part et d'autre, humaine ou matérielle.

Tous les hommes ne sont pas frères, ni sœurs — ce qui suppose le pouvoir du père inchangé de A à Z — : *ils sont pairs*. Devraient l'être. Le devenir. Slogan : de l'autorité du père à l'autorité des pairs.

CONCLUSION

Ce n'est pas seulement l'enseignant, l'éducateur, le père, la mère, qui devront se mettre en question. Comme tant d'autres l'ont dit et répété — mais pas toujours avec une conscience pure —, c'est aussi l'éduqué, l'enseigné, le fils, la fille. Et, autour d'eux, les autres occupants de situations sociales qui ont un caractère soit dit absolu, éternel, plus ou moins coloré de sacré, de tabou.

Le petit enfant qui joue à un jeu de règle considère la règle comme sacrée. Mais comme il joue pour le plaisir de gagner, de dominer l'autre, il triche. La règle est pour l'autre. Pour lui elle est instrument de domination. Son niveau affectif en est là. Parlant des blancs, Sitting Bull disait : « Ce peuple a fait des lois que les riches peuvent briser, mais non les pauvres »...

Le grand enfant qui joue à un jeu de règle considère la règle comme le résultat de l'accord des joueurs. Il joue non pour le plaisir de gagner mais pour celui de jouer, c'est-à-dire de la construction commune, du beau jeu. Il joue franc-jeu parce que c'est dans cette coopération qu'il trouve sa joie, son moteur d'action. Son niveau affectif est ouvert sur l'infinie réciprocité.

Ce chemin que nous avons parcouru enfant et dont nous avons été écartés par la pression inexorable de la société du oui OU non, des contraintes absolues et des clôtures irrationnelles, nous devons le retrouver, le reprendre. Il n'y en a pas d'autre.

Devenir l'enfant ne signifie pas régresser.

Et cette «non-directivité» ?

Imaginez un groupe d'élèves, le premier jour de classe d'une année scolaire, face à son nouveau (ou ancien) professeur de latin, de français, etc... qui entre en classe, dit à la rigueur « bonjour » puis se tait et attend. Pour certains élèves, l'attente dans le silence se répète à chacune de leurs heures de cours pendant trois semaines, deux mois. Puis soudain les élèves se mettent à exiger de travailler, ils veulent savoir ce qu'ils doivent faire. Alors le professeur leur fournit le programme, il se refuse d'émettre autre chose qu'un avis de technicien impartial et désintéressé. Une première étape est franchie : les élèves ont manifesté *le désir* de travailler. Ils ne se sont pas mis au travail par routine, parce que cela allait de soi, parce qu'ils obéissaient à un professeur. Ce dernier ne les a pas pris en charge, il a mis les élèves devant leurs responsabilités : la réussite scolaire est leur affaire, non celle du professeur.

UNE SEULE OBLIGATION

Daniel Le Bon, enseignant belge dans le secondaire, et par ailleurs professeur aux Facultés Saint-Louis de Bruxelles, a commencé comme cela avec une quatrième latine dans une école confessionnelle, il y a quatorze ans. Convaincu par les résultats obtenus, il a ouvert dans la capitale une école « non-directive » pour enfants de trois à douze ans, l'école Charlemagne. Les enfants n'y ont qu'une seule obligation : être là à 9 h. 15 le matin; le reste de la journée, ils l'organisent comme ils l'entendent, jouant, travaillant avec des fiches individuelles, assistant en petits groupes à des exposés faits par une institutrice à leur demande. Quand des enfants se disputent, se battent, les adultes n'interviennent pas : il n'y a toujours pas eu d'accident grave ! Le Bon affirme qu'une dizaine d'enfants ont déjà terminé l'école primaire à Charlemagne et se retrouvent fort bien

adaptés dans le secondaire traditionnel où ils se sont vus pratiquement tous promus « chefs de classe »; certains y ont même entraîné leurs camarades dans des actions modifiant certaines habitudes trop contraignantes de leur nouvelle école. Ceci est confirmé par les parents.

D'autres expériences individuelles, menées également dans l'enseignement officiel, rejoignent ces constatations : les animateurs affirment avoir suscité ainsi *le désir* personnel de travailler, avoir développé l'esprit d'initiative chez la plupart des élèves de la classe considérée, leur avoir permis d'acquérir un certain degré d'autonomie, au contraire de ce qu'ils avaient connu avant avec leurs élèves. Le désintérêt, l'ennui étant une règle assez générale comme le signalait une enquête du « Soir » de janvier passé.

C'est par la « non-directivité » qu'agissent par ailleurs les « alcooliques anonymes ». L'alcoolique prend lui-même sa guérison en charge, mais pour cela, il doit arriver à admettre qu'il est alcoolique, le reconnaître réellement. Cette recherche, il la mène avec les autres au cours de discussions de groupe.

Des tentatives sont faites dans le même esprit avec des fumeurs qui désirent arrêter de fumer.

LE BUT POURSUIVI

Les adeptes de la non-directivité veulent réaliser ce qu'ils appellent l'autonomie réelle de chaque individu. Ils aimeraient qu'il n'entreprene une action que lorsqu'elle relève d'une décision consciente, et non du désir de faire « comme les autres », ni d'obéir à des impératifs extérieurs à lui-même et auxquels il n'adhère pas. L'individu qui s'engage dans une quelconque activité doit *s'y appliquer*. Il doit acquérir son autonomie par rapport, par exemple, à l'emprise de la société de consommation, cette société qui nous entraîne à consommer n'importe quoi, n'importe comment. En se détachant du besoin d'utiliser une voiture personnelle, besoin imposé par les sociétés pétrolières et de construction automobile, on peut, pensent les « non-directifs », porter atteinte aux pouvoirs de cette société.

Leur souci n'est cependant pas de renverser un pouvoir pour en mettre un autre à la place, mais bien d'amener les individus à se dégager de toute tutelle, toute prise en charge, toute emprise de l'autorité qui s'exerce sur lui, malgré lui.

Certains de ces « non-directifs » bouleversant les habitudes, inquiètent leur entourage et se font éjecter de leur travail; ils vont rejoindre d'autres qui rejettent la contrainte de notre société en essayant de vivre en dehors de ses structures, en communautés marginales, ouvertes à ceux qui désirent les rejoindre.

Pour arriver à cette forme d'autonomie, le moyen qu'ils considèrent comme le plus efficace est la non-directivité. Elle seule va donner l'occasion à l'individu d'être *authentique*, c'est-à-dire d'arriver à exprimer vis-à-vis des autres ce qu'il ressent profondément, réellement, et non ce qu'il croit devoir penser. Pour cela, il doit se dégager de ses paravents « intellectualisés ». Par exemple, se croire obligé d'affirmer qu'on est démocrate alors que l'on se ressent comme autoritaire. Se sentir obligé d'affirmer qu'on a bien aimé

un livre qu'il fallait lire, alors qu'on l'a trouvé profondément ennuyeux. Ou encore se réfugier derrière les citations de grands hommes, en s'y accrochant comme à une bouée...

Ce que cette démarche peut avoir d'individualiste, est en quelque sorte compensé par le fait que le groupe dans lequel l'individu vit, l'accepte tel qu'il se ressent, prend en considération son point de vue, l'admet comme valable puisque c'est le sien. Mais en contrepartie, le groupe attendra de lui la même attitude d'accueil, d'acceptation.

RETOUR AUX SOURCES

A l'origine de la « non-directivité » contemporaine se trouve, depuis une trentaine d'années, l'Américain Carl Rogers. De formation composite — agronomie, théologie, psychologie — il fait partie de ces psychologues appelés par l'industrie américaine à améliorer la productivité, sans augmenter pour autant les salaires. Rogers cherche donc à améliorer les « relations humaines » dans l'entreprise, à y favoriser le développement maximum du travailleur. Ses recherches s'inscrivent dans toutes celles qui ont favorisé l'essor de la psychosociologie, axée sur l'étude des groupes : leur évolution, leur animation, la mise en évidence des conditions favorables à la participation de tous les membres d'un groupe, la possibilité d'arriver à ce que tous s'expriment; l'animation d'un groupe de décision, d'un groupe résolvant un problème, etc. C'est ce qu'on reprend sous le vocable « dynamique de groupe », cette dynamique pouvant servir de moyen technique ou se vouloir une thérapeutique.

Quel est l'apport de Rogers ? C'est en psychothérapie qu'il a ressenti la nécessité d'être non-directif, et à partir de là, il a appliqué cette attitude dans l'enseignement, avec des étudiants de niveau post-universitaire. Ses préoccupations à lui sont nettement plus centrées sur la relation interindividuelle : thérapeute-client, professeur-élève, que sur le groupe. Rogers ne s'en cache pas : il se met au service de la société américaine telle qu'elle est. Il veut simplement la rendre plus efficace, et pour cela il entend former des hommes répondant à cette nécessité.

« ... le but de l'enseignement, écrit-il, si nous voulons survivre, ne peut qu'être de faciliter le changement et l'apprentissage. Le seul individu formé, c'est celui qui a appris comment apprendre, comment s'adapter et changer, c'est celui qui a saisi qu'aucune connaissance n'est certaine et que seule la capacité d'acquérir des connaissances peut conduire à une sécurité fondée. La capacité de changer, la confiance dans une capacité plutôt que dans un savoir statique, tels sont, dans le monde moderne, les seuls objectifs que l'enseignement puisse s'assigner et qui aient un sens. » (1)

Il veut que les jeunes puissent s'adapter aux changements de cette société. Quels changements ? Décidés par qui ? MYSTÈRE !

Cela ressemble assez à une force surnaturelle capricieuse et irréprensible, à laquelle il convient de s'adapter si l'on veut survivre. C'est sans doute la raison pour laquelle aucune « connaissance » ne peut plus être considérée comme certaine !

(1) Dans « Liberté pour apprendre ? », page 102.

Ce qui fait apparaître son désir d'autonomie de l'individu par rapport à l'autorité et non pas par rapport au pouvoir; ainsi, pour lui le pouvoir peut s'exercer à condition qu'il ne prenne pas d'aspect autoritaire, immédiatement perceptible.

Rogers affirme également qu'il faut que l'individu ait la liberté de penser d'une manière inhabituelle sans se faire démolir. Nous ne trouvons, cependant, jamais d'allusion à un quelconque client ou étudiant qui se soit signalé comme communiste, Panthère noire adversaire de la guerre du Vietnam. Pourquoi ces silences ? Rogers et ses disciples ont-ils exercé sur eux-mêmes une certaine auto-censure, omettant systématiquement de relater de tels faits ? Ou bien ne recrutent-ils leurs clients et étudiants que parmi les Américains moyens imprégnés par l'idéologie dominante ? Cette idéologie n'étant, aux E.-U., efficacement, contrebalancée par aucune force organisée se référant à la lutte des classes.

FACTEUR D'INTEGRATION OU DE CONTESTATION DE LA SOCIÉTÉ ?

En traversant l'Océan, la non-directivité se trouve d'emblée sur un terrain différent : que ce soit en France ou en Belgique, elle doit compter, dans l'industrie, avec une classe ouvrière organisée, pour laquelle les relations humaines dans l'entreprise se traduisent consciemment en termes de lutte de classes.

La non-directivité comme technique de groupe reste sans doute d'application avec les cadres de certaines entreprises, notamment dans certaines multinationales où le syndicalisme est pratiquement « interdit ».

En Belgique, l'Office belge pour l'accroissement de la productivité (OBAP) diffusait ces techniques. La volonté manifestée de la supprimer dans le cadre de la politique des économies, laisse supposer qu'il ne rendait pas de tellement grands services à l'industrie.

Sous la férule de l'Europe des multinationales, la rénovation de l'enseignement secondaire, apparaît de plus en plus correspondre aux nécessités de l'industrie, telles que les décrit Rogers : adaptation au changement, instabilité des connaissances... Est-ce la raison de l'intérêt pour la dynamique des groupes, dont la non-directivité, chez nos ex-ministres socialistes de l'Education Nationale ?

Directeurs généraux, inspecteurs accomplirent des stages de dynamique de groupe, en France. L'Education Nationale organisa à ses frais des stages pour les professeurs du renouveau, pour ceux qui forment les futurs enseignants. D'autres enseignants furent pris en charge par l'OBAP (où ils rencontrèrent surtout les représentants des patrons, jamais des syndicalistes...).

Aucun travail d'ensemble ne semble avoir été fait sur la portée réelle de ces stages, rien de semblable en tous les cas n'a été publié.

En discutant avec les uns et les autres, on peut affirmer que la très grande majorité des participants (professeurs) en reviennent enchantés. Heureux d'avoir enfin pu être écoutés, d'avoir pris conscience que d'autres éprouvent les mêmes difficultés qu'eux dans

leurs relations avec les élèves. Ils se sont sentis redevenir des êtres humains parmi d'autres êtres humains. Une certaine déculpabilisation salutaire s'est opérée; s'il y a du bruit dans la classe, si des élèves ne travaillent pas, s'ils se conduisent mal, le professeur a réalisé qu'il n'en est pas directement ou en tous cas pas exclusivement responsable, puisque les autres rencontrent les mêmes problèmes.

Ces quelques jours les ont replongés dans un monde aux dimensions humaines.

Se sentant moins en état de siège, le professeur s'ouvre plus facilement à ses élèves, les accepte plus facilement comme ils sont. Chez certains, c'est vrai, cette acceptation devient une « permissivité » telle qu'elle frise la démission, le laisser-faire total.

On raconte que pour d'autres, l'épreuve entraîna des difficultés d'ordre psychologique et qu'ils durent se faire soigner. Pour quelques-uns, l'enchantement du début fait place à la déception, dans la mesure où ils constatent que si eux ont changé, leur relation avec leurs élèves, la hiérarchie, les ministres, eux, n'ont vraiment rien modifié dans leur manière d'être, leur pouvoir reste aussi autoritaire et d'autant plus contraignant qu'on avait cru entrevoir d'autres perspectives... Certains rappels de dynamique de groupe se transforment en... cahier de revendications !

D'autres participants, ils sont minoritaires, affirment que les stages sont organisés justement pour arriver à supporter les difficultés rencontrées...

Il arrive aussi que certains chefs d'école refusent d'envoyer leurs professeurs à ces stages, craignant qu'ils n'en reviennent trop contestataires.

Quant aux élèves du rénové formés dans certain esprit non-directif, ils participent effectivement davantage au cours que les élèves du traditionnel, font preuve de plus d'initiative, s'affirment davantage.

Mais cette affirmation de soi prend parfois des allures d'affirmation d'un individu au détriment des autres, aux dépens de la cohésion réelle du groupe. Dans ces cas, ce sont les consignes officielles qui l'emportent : préparer au changement, et considérer qu'aucune connaissance n'est certaine. Dans d'autres cas, on retrouve un groupe cohérent, solidaire, qui s'affirme aussi en tant que groupe.

Cette non-directivité imposée officiellement entre dans la dialectique générale du rapport des forces en présence. Il est rassurant de voir qu'elle n'empêche pas les revendications de s'exprimer, revendications portant sur les vrais problèmes : conditions matérielles, locaux, normes de population.

Oserais-je affirmer que sur ce dernier point la dynamique de groupe a pu renforcer le désir de travailler avec des groupes plus restreints, facilitant les échanges ?

UN POINT ENCORE : ET LES CONTENUS ?

Il est assez étonnant de trouver chez Le Bon l'utilisation d'un enseignement expositif et du type programmé, comme d'ailleurs chez Rogers qui, lui, s'en réfère à Skinner (2) et à ses machines à enseigner. Rogers admet qu'il y a là un paradoxe mais telle est l'exigence de la société contemporaine écrit-il (3) : non-directivité dans l'attitude de l'enseignant, mais directivité, et combien contraignante d'un savoir officiel, profondément enraciné dans l'idéologie dominante.

Certains adeptes de la non-directivité partent de la vie des enfants, des problèmes qui sont vécus par eux. Sont donc abordés des thèmes tels que le racisme, les parents en grève; la confrontation des idées des enfants est d'une richesse extraordinaire et dans cette confrontation, l'enseignant intégré au groupe des élèves émet aussi son opinion, mais cette dernière n'est pas contraignante. Une activité conçue de la sorte a certainement plus d'impact sur chacun que ce qu'aurait pu donner la leçon du maître, bien structurée tendant à démontrer le mal-fondé du racisme, et laissant finalement chaque enfant avec ses sentiments réels, ses fantasmes hérités du milieu familial (écouter à ce propos certains enregistrements réalisés par l'Ecole Moderne, Freinet).

Une fois de plus, les contenus seront le reflet du rapport des forces en présence dans la société dont dépend l'école.

EN GUISE DE CONCLUSION

La non-directivité est difficile à cerner, elle est mouvante, en devenir. Elle est ce qu'en font ses utilisateurs. C'est sans doute pour cela que certains de ses adeptes trouvent indispensable de la faire vivre, de l'expérimenter; la transmission par les outils habituels de la connaissance, lecture, etc... est difficile.

Georges Snyders, professeur à Paris V, et auteur de « La pédagogie progressiste » — où il rend à Makarenko la place qui lui revient — a aussi publié un ouvrage intitulé « Où vont les pédagogies non-directives ? ». C'est un essai de synthèse des différentes tendances actuelles des mouvements pédagogiques, au travers de quelques ouvrages parus récemment. Le reproche que je formulerais à l'égard de cet essai, est précisément d'être trop livresque : il lui manque la dimension du vécu.

La non-directivité ne formule pas explicitement de projet social, elle ignore le domaine politique, elle ne se préoccupe donc pas du pouvoir réel de l'individu.

(2) *Psychologue américain, tenant de la tendance dite de psychologie objective, le « behaviorisme », qui s'oppose à la psychologie introspective — dont la psychanalyse. Cette psychologie s'inscrirait dans l'optique positiviste pour laquelle seuls les comportements visibles, analysables, quantifiables, sont à prendre en considération. Skinner a élaboré toute une théorie de l'apprentissage par l'intermédiaire de machines.*

(3) Dans « Liberté pour apprendre ? », page 274.

La non-directivité n'a rien en soi d'un projet révolutionnaire, mais elle peut être facteur de contestation dans la mesure où elle rend l'individu plus autonome, plus libre par rapport aux gens et aux contingences. Les formes de contestation peuvent prendre le chemin de la marginalité, de l'exclusion de la société, le laissant dominé par le pouvoir en place.

Il est peu probable que la non-directivité soit admise dans une société dictatoriale. Si elle a sa place dans une société démocratique, elle ne pourra, à mon sens, arriver à cette véritable autonomie de l'individu que dans une société démocratique qui aurait définitivement rejeté le pouvoir de l'argent, où les gens apprendront à « écouter les autres », sans vouloir leur faire la leçon, sans sectarisme ni autoritarisme.

N'est-ce pas là une nécessité si nous voulons la réussite du rassemblement des forces de progrès ? N'est-ce pas ainsi que nous voyons les relations humaines dans la société socialiste pluraliste que nous voulons construire ?

Éléments bibliographiques

Carl Rogers : Pédagogle et psychologie des groupes — ARIP, Paris, 1965.

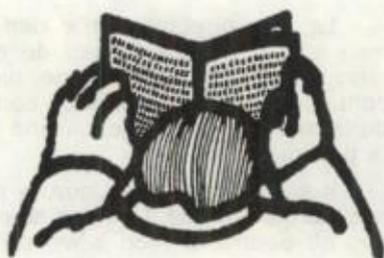
La relation d'aide et la psychothérapie — Paris, 1970.

Liberté pour apprendre ? — Paris, 1972.

Aida Vasquez et Fernand Oury : De la classe coopérative à la pédagogie institutionnelle. — Paris, 1971.

Georges Snyders : Ouvrons les pédagogies non-directives ? — Paris PUF, 1973.

Livres



Camille Huysmans : des archives capitales pour l'histoire du mouvement ouvrier

Le diable, Tyl Ullenspiegel et Reinaert de Vos : sans doute est-ce parce que ces trois personnages lui renvoyaient sa propre image que Camille Huysmans leur consacra des centaines de pages. Car ce phénomène de longévité politique, à la fois rusé, ironique, courageux et joyeux — qualités déjà rarement réunies — disposait d'une plume alerte au service d'une fort vaste culture. De multiples occasions ont jalonné sa vie, où il fut disert sur les différentes facettes de cette étonnante personnalité.

Il en est une aujourd'hui qui motive une nouvelle évocation du personnage. Huysmans avait une vertu que des générations d'historiens se succéderont à louer : du début (fin du XIXe siècle) à la fin de sa vie active (seconde moitié du XXe !), Huysmans conserva TOUT : du menu de banquet au brouillon de discours, en passant bien entendu par toute sa correspondance. Mais ce TOUT n'a de sens que si l'on réalise ce que furent les fonctions et responsabilités qu'il assumait et qu'on ne peut citer que très partiellement. S'il est conseiller communal de Bruxelles en 1908 et député la même année, c'est avant tout le secrétariat de l'Internationale Socialiste qui lui donne une

stature immédiatement internationale. A 34 ans, il se trouve ainsi intimement lié à un cénacle prestigieux où Bebel, Adler, Lénine et Jaurès se côtoient.

En 1914 en pleine guerre, il reçoit Karl Liebknecht à Bruxelles et deux ans plus tard incarne et personifie Stockholm. Devenu Anversois, il contracte ce fameux « mariage mystique », catholique-socialiste, pour la direction de la Métropole, dont il sera bourgmestre à partir de 1933. Point n'est besoin de rappeler son attitude lors de la guerre d'Espagne, ni son action anti-nazie qui le mène à Londres dès juin 40 où il anime « l'opposition parlementaire » à Pierlot et tente de ressusciter l'Internationale Socialiste.

D'août 1946 à mars 1947, il préside le gouvernement de coalition de gauche, le dernier où siègeront les communistes. Président de la Chambre en 1954 (fonction déjà exercée avant la guerre, de 1936 à 1939) il vole vers Moscou et la Chine. En 1965, écarté par le PSB, il mène son propre combat électoral à Anvers, patronne **La Gauche** et la **Socialistische Stem**. Il s'éteint en février 1968.

Quelque sommaire que soit ce survol, il suffira à faire comprendre l'importance capitale qu'offrent donc les Archives Camille Huysmans pour l'histoire tant nationale qu'internationale du XXe siècle. Aujourd'hui, après de longues négociations, ce fonds impressionnant occupe une salle spéciale au Musée de la Culture flamande à Anvers et surtout, résultat d'une volonté exprimée de son vivant, une

équipe d'historiens (1) prépare la publication d'une série de volumes reprenant les documents essentiels. (2) Ce mois-ci, inaugurant l'entreprise qui s'étendra sur plusieurs années, paraissent une réédition des contributions élaborées pour le colloque organisé en février 1971 à l'occasion du centenaire de sa naissance ainsi que le premier volume proprement dit, Camille Huysmans à Bruxelles.

C'est peut-être l'occasion d'un rapide bilan d'un homme auquel les communistes n'ont jamais songé qu'avec des sentiments mêlés d'estime et d'irritation, aux côtés duquel ils ont souvent lutté, qui n'a jamais été d'accord avec eux, mais qu'il serait faux et même ridicule de ne juger qu'à travers ce orisme.

Car il est un fait capital qui déterminait l'attitude de Camille Huysmans envers la IIIe Internationale. Il s'était exposé avec courage et avait œuvré sans relâche au maintien de la solidarité internationale socialiste malgré le premier conflit mondial, contre le chauvinisme et le nationalisme et à contre-courant de son propre parti au prix de déboires et de calomnies déversées avec une violence peu commune. Aussi l'homme n'accepta jamais le départ des « schismatiques » conduits par Lénine. Mais d'autre part, ne substituant pas ses sentiments personnels aux principes, il ne confondit jamais ennemis principaux et « frères séparés », qu'il considéra d'ailleurs toujours comme éloignés momentanément seulement de la « grande maison ».

De là sa participation, sans les hésitations propres aux appareils sociaux-démocrates, à la lutte **commune** contre le fascisme, contre la

(1) Sous la direction du Professeur Herman Balthazar, l'équipe se compose de D. De Weerd, W. Geldolf, J. Gotovitch, G. Haupt, I. et M. Huysmans, M. Oukhow, J. Schwöok, H. Van Daele et E. Willekens. La plupart des introductions et notes seront rédigées en néerlandais, mais les documents seront publiés en langue originale.

(2) Edités en collaboration par le Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij et Ontwikkeling. Une dizaine de volumes sont prévus.

politique de neutralité, pour la République Espagnole. De là, ce non-conformisme qui le conduisit après-guerre indifféremment à Berlin-Est, Moscou ou Pékin. De là, ce « gouvernement de la mouette » (une voix de majorité) avec libéraux et communistes.

Mais aussi cette action poursuivie pour des buts communs sans désamorcer la méfiance profonde, l'hostilité ouverte à ce qu'il considérait comme le noyautage communiste et le totalitarisme stalinien. A ce propos, il est curieux de relever combien différaient entre elles les oppositions de gauche au sein du POB d'avant la seconde guerre. Peu de choses en commun en effet entre un Fernand Brunfaut qui vouait à l'URSS une admiration sans faille, les socialistes liégeois plutôt wallingants et quelque peu « révolution permanente » et un Rolin, discipliné et réformiste, mais passionnément opposé aux lâchetés internationales. Il y a là bien des analyses à mener encore.

Mais surtout Camille Huysmans occupe une place spécifique dans le socialisme belge pour avoir comblé la distance qui séparait mouvement flamand et socialisme. C'est grâce à lui qu'exista avant-guerre une gauche socialiste flamande. Malheureusement, le personnage étant fort individualiste et très peu prosélyte, cette gauche se réduisait à peu de choses près à sa personne, De Man régnant quasi sans partage sur les autres leaders flamands.

Alors pour un jugement schématique et provisoire — les documents permettant ultérieurement d'en formuler de mieux fondés — retenons un combat politique dénué de naïveté et sans illusion aucune mais où 70 années durant, il a su se trouver du même côté de la barrière, qui est aussi le nôtre.

José GOTOVITCH.

L'exacte perception de l'impôt

Textes réunis par Max Frank

Les actes d'un colloque qui se tint il y a deux ans, mais ces textes

n'ont rien perdu de leur intérêt, car ils concernent un problème qui n'a jamais été plus actuel : la fraude fiscale.

Ces textes ont été réunis par le professeur Max Frank, dont les travaux sur la fraude fiscale font autorité. Inspecteur général des Finances, professeur à l'U.L.B., Max Frank, qui n'a jamais caché ses options socialistes, s'est spécialisé dans les problèmes de l'impôt et l'ouvrage qu'il publia en 1961 (*« Analyse macro-économique de la fiscalité belge 1913-1958 »*) est la seule étude sérieuse sur la « sous-estimation fiscale » effectuée à ce jour en Belgique.

Le colloque organisé par l'Institut belge de Finances publiques le 15 mai 1972 avait pour objectif essentiel d'examiner de façon contradictoire les résultats des recherches que le professeur Frank poursuit depuis de nombreuses années avec une ténacité méritoire. Vingt-cinq rapports ou commentaires de valeur et d'importance diverses y furent présentés par des spécialistes en la matière, et le résultat de cette large confrontation est significatif. Comme le rapporteur chargé de faire la synthèse des débats sur la question le souligna : *« Les discussions ont montré que l'étude et les résultats des travaux du professeur Frank n'ont pas été mis en cause »*.

Les recherches effectuées par Max Frank n'établissent pas seulement que la fraude fiscale est considérable. Elles montrent aussi que la fraude a fortement augmenté ces dernières années.

Est-il vrai que « tout le monde fraude le fisc » et qu'il serait dès lors vain de vouloir réprimer la fraude de façon plus énergique ? C'est un argument qu'on entend souvent et Max Frank y répond en termes excellents. Il est exact que la fraude ne se limite pas à *certaines* classes socio-professionnelles, dit-il. Mais quelles dimensions la

fraude atteint-elle ? En réalité, *« Il y a des contribuables qui tirent un profit de plusieurs dizaines de milliers de francs, voire de plusieurs centaines de milliers de francs de la sous-estimation ou de la fraude fiscales, ce sont les personnes aisées. et d'autres, au contraire, qui n'en retirent qu'un os à ronger de quelques centaines ou milliers de francs, ce sont les moins bien lotis de la société au départ. »*

Les calculs effectués par Max Frank montrent, en effet, que les taux de fraude varient sensiblement selon les catégories sociales et qu'ils sont beaucoup plus élevés pour les bénéficiaires de revenus importants. Et la fraude bat tous les records pour les revenus mobiliers où elle tend par surcroît à s'accroître d'année en année.

C'est donc à la fraude sur les revenus des valeurs mobilières qu'il faudrait s'attaquer par priorité, d'autant plus qu'il ne s'agit pas de revenus du travail et que, dans ce secteur, le taux de fraude augmente proportionnellement à l'importance des revenus. Les moyens sont connus, à commencer par la *levée du secret bancaire*, l'établissement d'un véritable *cadastre des fortunes mobilières*, et l'application de *retenues* assez élevées à la source.

De telles mesures sont réclamées depuis longtemps par le mouvement ouvrier, mais elles se heurtent aux résistances des principaux bénéficiaires de la fraude qui disposent d'appuis politiques puissants. Comme le souligna un des intervenants au colloque, *« il s'agit avant tout d'un problème d'ordre sociologique et politique. La lutte contre la fraude fiscale postule avant tout une volonté politique »*.

P.J.

L'exacte perception de l'impôt. Actes du colloque de l'Institut belge de Finances publiques. Textes réunis par M. Frank. Editions Bruylant, Bruxelles. Un volume de 398 pages.

Revue



Une nouvelle politique des transports urbains

Le CATU (Comité d'action Transports urbains), organisme pluraliste fonctionnant à Bruxelles, vient de publier un dossier fort intéressant intitulé « Une nouvelle politique des transports urbains ». Il a le mérite de poser le problème des transports de manière globale. S'il y a, en Belgique, un écart assez vertigineux entre d'une part la place faite dans les discours et les journaux aux thèmes tels que les piétonniers, les pistes cyclables, les parkings de dissuasion, etc., et d'autre part les actes des pouvoirs publics, c'est qu'il n'y a pas, montre le CATU, de politique cohérente des transports. « Elaborer cette politique, c'est d'abord savoir de quoi il s'agit (principes) pour définir un objectif, et ensuite s'interroger sur les moyens et les instruments à mettre en œuvre pour le réaliser ». Le dossier du CATU comprend trois chapitres : les principes, les moyens, les instruments.

Sur le plan des principes, il importe avant tout de considérer le système des transports dans son ensemble, transports publics et privés, et de prendre en compte les dimensions suivant lesquelles ce système de transports s'articule au système économique et social. Ainsi conçue, l'approche du problème permet de dégager la fonction de bien collectif que devrait avoir le

système des transports. Un bien collectif dont le coût réel devrait être minimum, et qui devrait pouvoir répondre à toute la demande, même si celle-ci est latente.

Aux chapitres des moyens et des instruments interviennent non seulement les équipements spécifiques, mais aussi la localisation de ces équipements, ainsi que le comportement des personnes. Cela signifie en clair qu'une politique cohérente de transports publics exige certes de combattre la spéculation foncière, mais postule aussi une action d'ordre psychologique ou idéologique, par exemple à propos de la place démente qu'occupe l'automobile dans notre société.

Redonner sécurité et même agrément au piéton; réhabiliter le vélo; prendre le transport en commun à la fois fréquent, régulier, rapide confortable et peu coûteux — voilà quelques-unes des perspectives qu'indique le CATU, et que permettrait de réaliser une politique cohérente des transports publics en Belgique.

Tout l'effort de clarification et d'action du CATU vise en fait à rendre l'opinion publique plus attentive au problème global, et à rendre les pouvoirs publics plus conscients de leurs devoirs. Mais il est évident qu'à cet égard, il faudra beaucoup plus qu'un dossier, fût-il très bien fait...

R.L.

CATU — Rue du Béguinage, 3 —
1000 Bruxelles. Tél. : (02)358.03.93.

La Pensée

N° 176 — Août 1974

« Justesse et philosophie » de Louis Althusser. Il s'agit en fait du débat de son cours II de philosophie pour scientifiques, où Althusser remet sur le chantier la question centrale : qu'est-ce que la philosophie ? Il y développe une série de thèses avancées dans le cours I : « Les propositions philosophiques sont des thèses. Cette proposition est elle-même une thèse philosophique ». « Les thèses philosophiques ne sont pas susceptibles de démonstration ou de preuve strictement scientifique ». De là, thèse 2, « les thèses philosophiques ne peuvent être dites « vraies » (démonstrées ou prouvées). Elles peuvent seulement être dites « justes ». Cet attribut juste implique avant tout un rapport à la pratique. Ainsi quand Lénine parle de guerres justes et injustes, il parle au nom de la justesse et non de la justice, et le mot justes signifie ajustées au sens de la lutte de classe. Ainsi, définir une ligne juste, « un pas en avant des masses, et un pas seulement », est une réflexion pour infléchir un rapport de forces où on est soi-même pris et partie prenante. Pratique n'est donc pas pragmatisme (subjectivisme, volontarisme). Ces cours (de 1967) sont en publication chez Maspero.

Trois articles sur la force de travail. Des extraits de l'ouvrage de Jean Bruhat sur Eugène Varlin, militant ouvrier à la fin du Second Empire. La chronique de Paul Labérenne consacrée à « Histoire de la science et utopies modernes », rend compte d'ouvrages sur (notamment) Lucrèce, Gallée, Copernic et du recueil de lettres de Marx et Engels sur les sciences de la nature (Editions sociales).

Charles Grivel étudie les mécanismes de la censure dans le système libéral-bourgeois. Tout se passe comme si la suppression de la censure marquée dans tout programme libéral et démocratique devrait être, par suite de « circonstances regrettables », continuellement reportée. Les concepts de parlementarisme, de suffrage

universel... supposent celui de « libre opinion », et celle-ci ne peut donc pas être inquiétée, de façon trop voyante. Mais le fait fondamental reste : il y a censure. D'autre part, les patrons d'entreprises tirant profit du commerce de l'expression (éditeurs, théâtres) voudraient, en raison du coût des tirages par exemple, obtenir un statut de censure préventif qui ne les mette plus à la merci d'interventions étatiques, brutales, et postérieures aux frais engagés, donc ruineuses. Mais ce statut de censure, l'Etat parce que libéral, ne peut le leur accorder ouvertement. Alors fonctionne une autocensure, un blocage invisible en deça de la mise en circulation. C'est ce qu'observait Zola en notant que « si la censure n'a pas un rôle actif très considérable, elle nuit surtout comme épouvantail ». En fin de compte, la « censure profonde » vise surtout à « ne donner pour toute nourriture que la parole consacrée des autres, la matière répétée de l'opinion courante ».

Et, comme c'est la tradition dans « La Pensée », la recension très complète, très sérieuse, de livres parmi les plus intéressants, même en langues étrangères.

Alain DAWANCE.

Pratiques

Théorie/Pratique/Pédagogie

L'objet de cette revue trimestrielle est de s'inscrire dans l'intervalle — rupture de fait — entre la recherche théorique et la pratique pédagogique. Elle s'adresse aux professeurs de langue et de littérature française pour les aider à transmettre un savoir qui ne soit pas pure idéologie. Le travail actuel consiste à critiquer l'idéologie dominante, tant en élaborant une science de la langue, une science de la littérature et une technique plus scientifique de l'acquisition du savoir.

Car actuellement, l'enseignement de la littérature passe par la méconnaissance même de son objet, et se réduit, les manuels aidant, à être trop souvent une simple trans-

mission des valeurs morales et esthétiques de la classe dominante.

Il faut aussi décloisonner l'enseignement du français, car étant le véhicule des autres enseignements, sa connaissance et sa maîtrise conditionnent fortement l'échec ou le succès des études. A l'enseignant, ballotté entre paternalisme autoritariste et technocratisme dé-cervelé en passant par un idéalisme démissionnaire qui — de gauche, en sacralisant l'élève, ou de droite en le méprisant — le conduit à ne plus assumer son rôle, à l'enseignant donc, il faut proposer cette dialectique de la « continuité » et de la « rupture », comme le propose Georges Snyders : partir de l'expérience des élèves, mais en se donnant pour but de modifier leurs attitudes par la médiation des connaissances.

Rôle de l'école : intervenir en se gardant de la double tentation soit de sous-estimer le rôle de l'école et l'abandonner à l'adversaire, soit de le surévaluer en croyant qu'une « révolution » dans l'école ferait l'économie d'une révolution tout court. L'école démocratique que

nous souhaitons ne le sera que dans une société socialiste, mais il ne faut pas attendre pour agir en/sur elle.

Il s'agit donc d'aider les maîtres à transmettre un savoir susceptible de déboucher sur un efficace réel tout en leur rappelant, après Pierre Barberis, qu'un maître de français qui ignore l'économie politique, la linguistique, la psychanalyse, les thèses fondamentales du matérialisme historique ne fera jamais que du bavardage impressionniste et véhiculera l'idéalisme dominant.

Voici en résumé, l'éditorial du N° 1 de cette nouvelle revue, qui annonce pour son N° 3 « Lecture et contre-lecture » de Pierre Barberis, Ecole/Langue (un texte entretient avec Jean Thibaudeau), une analyse textuelle de « Candide » pour une application pédagogique et « La grammaire et les textes », par J.F. Halte.

(Correspondance : André Petitjean, 2bis, rue des Bénédictins, F. 57.000 Metz).

Alain DAWANCE.

Comme toutes les publications,
les Cahiers marxistes sont, à leur vif regret, obligés de réajuster
le tarif des abonnements pour 1975

A raison de dix livraisons par an,

l'abonnement annuel ordinaire est fixé à 400 F

l'abonnement annuel « Jeunes » (moins de 25 ans) est fixé à 200 F

l'abonnement annuel à l'étranger est fixé à 500 F

Le montant des abonnements de soutien est laissé à l'appréciation
des amis qui nous veulent du bien.

N'attendez pas le mois de décembre pour nous refaire confiance.

Versez tout de suite le montant de votre abonnement au

CCP 000-0188745 - 80

de la Fondation Joseph Jacquemotte, 20, avenue de Stalingrad,
1000 Bruxelles.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

40 F